



Tagliani et Carpentier **ratent** le podium

Page S4

Talbot a le meilleur sur Senécal

Page S7

David Toms raffle le Championnat de la PGA

Page S5

Serena Williams bat Capriati à Toronto

Page S9

MONTRÉAL | LUNDI 20 AOÛT 2001 | LE PLUS GRAND QUOTIDIEN FRANÇAIS D'AMÉRIQUE | 117^e ANNÉE > NO 296 > 64 PAGES > 6 CAHIERS | 60 C TAXES EN SUS | EST ET NORD-OUEST DU QUÉBEC > HULL-OTTAWA > 70 C

AU PANTHÉON DE LA F1



PHOTO AP

Michael Schumacher a remporté hier son quatrième titre de championnat du monde de Formule 1, son deuxième consécutif, en s'imposant sur le circuit du Grand Prix de Hongrie. Le pilote allemand signait du même coup sa 51^e victoire, égalant le record jusque-là détenu par Alain Prost, lui aussi quadruple champion du monde. La deuxième place de son coéquipier Rubens Barrichello permet à Ferrari de remporter un troisième titre consécutif de champion du monde des constructeurs. Nos informations et la chronique de Réjean Tremblay en pages S2 et S3.

OUI à un référendum avant 2005

Si le PQ obtient un troisième mandat, souhaite Landry

MARIE-CLAUDE MALBOEUF

RIMOUSKI – Le premier ministre Bernard Landry souhaite tenir un troisième référendum sur la souveraineté avant 2005 pour que le Québec ait sa place au prochain Sommet des Amériques de Buenos Aires, en Argentine.

Si le Parti québécois est réélu aux prochaines élections, « oui, il y aura un référendum avant 2005 », a déclaré M. Landry hier à Rimouski, à la fin du congrès annuel des jeunes péquistes qui se sont notamment prononcés en faveur de l'affichage commercial en français.

« C'est le vœu profond que je fais. Je souhaite qu'à Buenos Aires, les Québécois aient déjà décidé de leur destin », dit celui qui n'a pas digéré son exclusion du Sommet de Québec.

Le premier ministre confirme ainsi un projet vaguement évoqué au début de l'été devant des militants. Mais, à la manière de son prédécesseur Lucien Bouchard, il précise aussitôt que le référendum aura lieu « si les conditions s'y prêtent ». « Nous ne voulons plus jamais perdre un référendum. Nous en avons perdu deux et au dernier, il ne manquait que 30 000 voix, alors, le prochain, nous le ferons quand nous le gagnerons. »

Voir RÉFÉRENDUM en A2

Le cousin de l'opium frappe à nos portes

JEAN-FRANÇOIS GAMACHE

RELIÉ À PLUS d'une centaine de décès aux États-Unis en raison de son trafic illégal, les ventes d'Oxycontin, un analgésique couvert par la Régie de l'assurance-maladie du Québec, montent en flèche, ce qui place les policiers et médecins spécialistes des drogues sur le quivive.

Des États-Unis, l'usage illégal de l'Oxycontin, un puissant narcotique synthétique cousin de l'opium utilisé pour soulager les douleurs chroniques, pourrait bientôt s'étendre au Québec, frappant déjà aux portes de la province. En février dernier, une pharmacie ontarienne voyait disparaître dans un cambriolage une grande quantité de narco-

tiques, dont de l'Oxycontin. Au sud de la frontière, le Vermont a retiré le médicament de la liste des produits couverts par le gouvernement, pour tenter d'enrayer les abus. Le Maine a quant à lui adopté une loi qui rend plus difficile l'obtention de narcotiques comme l'Oxycontin, l'État étant un des plus touchés par son trafic.

« J'ai entendu dire qu'il en circulait un peu à Montréal, mais ce n'est pas endémique », note le Dr Jean-Yves Roy, directeur de la clinique Cormier-Lafontaine.

Voir OPIUM en A2

Les opiacés contre la douleur: des choix difficiles: à lire en page A12

Les échanges de tirs reprennent en Macédoine

d'après AFP et AP

SKOPJE — Les tirs entre forces macédoniennes et rebelles albanais ont repris hier soir en Macédoine, près d'un village du nord-ouest du pays, au terme d'une journée pourtant marquée par des déclarations très apaisantes de la guérilla albanaise.

Des tirs nourris ont été échangés près du village de Neprosteno, dans la zone montagneuse très sensible qui entoure la ville de Tetovo, selon un témoin albanais du village et une source militaire macédonienne.

Le chef politique de l'Armée de libération nationale (UCK) des Albanais de Macédoine avait pourtant convoqué la presse à la mi-

journée à Sipkovic, l'un des bastions de son mouvement, pour confirmer que ses combattants étaient prêts à coopérer avec l'OTAN et à rendre les armes.

« En ce qui concerne l'UCK, il n'y aura pas de problème, tous les combattants remettront leurs armes », a-t-il solennellement promis, deux jours après l'arrivée à Skopje de l'avant-garde de l'opération Moisson essentielle de l'OTAN.

« Nous devons penser à l'avenir et nous devons considérer le passé comme quelque chose d'amer », a ajouté Ali Ahmeti.

Voir MACÉDOINE en A2

Les Canadiens opposés au clonage humain

LIA LEVESQUE
Presse Canadienne

C'EST PAR UNE IMMENSE majorité que les Canadiens s'opposent au clonage humain, bien qu'ils semblent le croire inévitable à plus long terme. Ils sont en revanche ouverts à l'utilisation de cellules souches pour des fins de traitement médical.

C'est ce qui ressort d'un sondage Léger Marketing réalisé auprès de 1508 Canadiens adultes, du 2 au 13 août dernier, et dont les résultats ont été communiqués à la Presse Canadienne.

En fait, ce sont 89 % des Canadiens et 91 % des Québécois qui se sont dits défavorables au clonage

humain, contre seulement 8 % qui y sont favorables.

Dans toutes les régions du pays, on dépasse la marque de 86 % de gens opposés à cette forme de reproduction artificielle.

Les Canadiens sont aussi opposés à l'idée d'être eux-mêmes clonés, et ce également dans une plus forte proportion. Cette fois, ce sont 94,4 % des Canadiens et 94,5 % des Québécois qui s'y opposent. Là aussi, dans toutes les régions ou provinces du pays, la proportion de gens qui s'opposeraient à être eux-mêmes clonés dépasse 93 %.

Voir CLONAGE en A2

AUJOURD'HUI DANS LA PRESSE

Arts et spectacles	C1-C8	Monde	A6-A8
- télévision	C2	Mots croisés	C7, S10
Auto	D8-D11	Mot mystère	C7
Bandes dessinées	C7	Petites annonces	E4
Bridge	E6	- immobilier	E4
Décès	E7	- marchandises	E4
Économie	D1-D11	- emplois	E4, E5
Éditorial	A10	- automobile	E5, E6
Êtes-vous observateur?	E4	- affaires	D4
Feuilleton	C7	Politiques	A4
Horoscope	E5	Répliques	A11
Loteries	A2, A6	Têtes d'affiche	E2

MÉTÉO

Voir S16

Averses ou orages
Maximum 24 > minimum 17



6 21924 98765 1

1
3
4
6

La **GRANDE LIQUIDATION**



ADIEU MODÈLES
2001

0,9%
de financement
à l'achat

*Offre d'une durée limitée réservée aux particuliers. Sujet à l'approbation du crédit de GMAC. Taux de financement à l'achat de 0,9 % disponible jusqu'à 48 mois sur les véhicules neufs sélectionnés 2001 en stock. Voyez votre concessionnaire Chevrolet Oldsmobile pour tous les détails.

DEMAIN DANS LA PRESSE

La vague venue d'Europe

Parmi les tendances qui s'entremêlent dans les vitrines cet automne, on remarque une passion de certains créateurs pour le déchiré, l'effiloché, le brutal et l'irrévérencieux. Comme si on avait déclaré la guerre au BCBG et au luxe propre. Au Québec, plusieurs de nos designers ont été entraînés par cette vague européenne interprétée par des noms aussi connus que Dior et Dolce Gabbana.

À lire demain dans le cahier ACTUEL.



POUR NOUS JOINDRE

La Presse 7, rue Saint-Jacques, Montréal H2Y 1K9
www.cyberpresse.ca

RÉDACTION (514) 285-7070

Nouvelles générales
general@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 285-6808

Éditorial, Forum
edito@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 285-4816

Actuel
actuel@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 285-6808

Auto, Mon toit, Santé Voyages
aso@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 285-6972

Quoi faire aujourd'hui
quoifaire@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 285-6808

Arts, Spectacles, Cinéma, Livres
arts@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 285-4814

Économie
econo@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 285-4809

Sports
sports@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 350-4854

Têtes d'affiche
denis.lavoie@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 285-6808

RENSEIGNEMENTS (514) 285-7272
PROMOTION (514) 285-7100
COMPTABILITÉ (514) 285-6892
RECOURS (514) 285-6900

PUBLICITÉ

Les petites annonces : (514) 285-7111
Télécopieur : (514) 848-6287
Lundi au vendredi : 8 h 00 à 17 h 30
Décès et remerciements : (514) 285-6816
Lundi au vendredi : 8 h 30 à 17 h 30
Détailants : (514) 285-6931
National et Télé-Plus : (514) 285-7306
Carrières et professions, Nominations : (514) 285-7320

ABONNEMENT (514) 285-6911
abonnement@lapresse.ca
Par télécopieur : (514) 285-7039
Lundi au vendredi : 6 h 30 à 17 h 30
Samedi : 7 h à midi / Dimanche : 7 h à 11 h

Envois de publication canadienne
Contrat de vente numéro 0531650 Port de retour garanti.
(USPS003692) Champlain N. Y. 12919-1518

Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de La Presse et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous droits de reproduction des informations particulières à La Presse sont également réservés.

LOTÉRIES | **LA QUOTIDIENNE** > À trois chiffres : **2-6-3** > À quatre chiffres : **7-1-7-0**

SUITES DE LA UNE

RÉFÉRENDUM

Suite de la page A1

Pour Bernard Landry, la mondialisation rend l'indépendance plus urgente que jamais puisque seules les nations peuvent faire contrepoids au rouleau compresseur des grands ensembles et multinationales. Si le Québec n'a pas sa place à la table des organisations internationales, ses intérêts ne seront plus défendus que par Ottawa, a-t-il expliqué aux jeunes, à qui il a livré un long discours ponctué d'applaudissements: « S'il y a une réunion de l'UNESCO pour parler de la culture de Gaston Miron, Gilles Vigneault et Jean-Pierre Ferland, est-ce que vous voulez que ce soit Sheila Copps (la ministre fédérale du Patrimoine) qui nous représente? »

M. Landry compte plutôt proposer au reste du Canada une union confédérale de type européen, la « formule de la modernité », dit-il. Ainsi, d'ici 20, 25 ans, le Québec pourra être « un partisan de la construction des Amériques et en faire partie ». Il aura aussi tous les instruments pour défendre sa vision des choses, entre autres, en ne versant qu'une infime portion de ses impôts au gouvernement fédéral plutôt que la moitié (soit 30 milliards). Les membres de l'Union européenne, par exemple, ne versent que 2 % de leurs impôts à leur Parlement commun.

« Quand la souveraineté sera faite, vous n'aurez plus qu'à vous occuper du progrès », a conclu le premier ministre devant une salle enthousiaste.

D'autre part, à la veille de la publication du rapport Larose sur la situation du français, les jeunes péquistes pressent Québec de bannir totalement l'anglais des commerces. L'affichage ne doit se faire qu'en français, sauf dans certains lieux touristiques, ont déclaré hier quelques 200 délégués réunis à Rimouski pour leur congrès annuel.

« Les jeunes sont là pour promouvoir des positions très actives en matière linguistique », a commenté en entrevue le tout nouveau président du Conseil national des jeunes du PQ, Pascal Bérubé, qui ne trouve pas la mesure excessive. « Les militants sont très à l'aise avec ça », assure le jeune homme de Rimouski.

Lors des débats, le discours était en effet très tranché. « Ici, les anglophones sont vraiment choyés. Ils ont la CBC pour leurs nouvelles et le journal *The Gazette*. Trouvez-moi une autre minorité dans le monde qui a tout ça! Mettre les deux langues sur le même pied, c'est mettre les deux pieds sur notre

langue », a lancé le délégué de Lafontaine, David Guay.

À l'occasion d'un long discours, le premier ministre Landry a plutôt plaidé en faveur de la modération. « Nous voulons que le Québec soit aussi français que l'Argentine est espagnole, a-t-il promis aux jeunes. Ceci dit, dans le respect des droits sacrés de notre minorité anglophone, de ses institutions qui peuvent être du monde de l'enseignement, du monde de la culture et du monde social. »

Avant d'annoncer précisément ses couleurs, M. Landry attend toutefois de recevoir le rapport de Gérard Larose, qui a présidé les états généraux sur la situation du français. Ce rapport, qui doit être rendu public aujourd'hui, permettra au gouvernement de « moderniser sa politique linguistique », dit-il. « Nous allons l'analyser en profondeur et la ministre de la Culture réagira. »

Quant à l'élection récente d'un des plus fervents adversaires de la Charte de la langue française, l'avocat Brent Tyler, à la tête d'Alliance Québec, le premier ministre reste impassible. « Il y a encore des communautés anglophones qui font des batailles contre la loi 101, dans une société démocratique, c'est

parfaitement acceptable que cela », estime M. Landry, convaincu que la majorité des Québécois sont somme toute plutôt satisfaits de la situation actuelle: « Je pense qu'en matière linguistique, à quelques ajustements près, nous avons un grand consensus national. »

Les jeunes, eux, n'en continueront pas moins de lutter pour faire durcir le programme linguistique de leur parti. Outre la proposition sur l'affichage, ils veulent fermer les portes des cégeps anglophones à tous les jeunes dont l'anglais n'est pas la langue maternelle. Ils veulent aussi que les services publics ne soient offerts qu'en français, sauf au sein des institutions historiques de la communauté anglophone.

Vivement débattue, l'idée de financer les institutions anglaises pré-universitaires au prorata du nombre d'anglophones a toutefois été battue de justesse. C'est une proposition « simpliste », a plaidé la déléguée de Marguerite-d'Youville, Amélie Châteauneuf, tandis qu'un autre délégué la jugeait « inacceptable dans une société inclusive qui se veut moderne ».

OPIUM

Suite de la page A1

Selon le Dr Jean-Pierre Chiasson, directeur de la clinique Nouveau Départ, la menace pourrait prendre quelque temps avant de se concrétiser. « Nous sommes toujours cinq ans en retard sur les États-Unis », dit-il.

« On suit de près la situation aux États-Unis, affirme Paul Marsh, porte-parole de la Gendarmerie royale du Canada. Ce n'est pas encore un problème au Canada. »

Comme aux États-Unis, les ventes d'Oxycontin ont explosé au Québec. Elles se chiffraient à 1,6 million en 2000, une forte augmentation par rapport aux 72 000 \$ enregistrés en 1997, selon les données fournies par IMS Health, une agence privée de recherches en santé.

Récemment, ce médicament est devenu plus facile à obtenir au Québec. « Jusqu'au 1^{er} avril 2000,

il fallait que le patient satisfasse aux critères d'exception pour que le médicament soit remboursé par la Régie, explique Nathalie Pitre, porte-parole de l'organisme. Depuis cette date, il se retrouve sur la liste régulière de médicaments. »

L'Ordre des pharmaciens n'a toutefois pas constaté d'abus marqué du médicament, n'ayant lancé que 15 alarmes sur plus de 1200 émises par le biais du système Alerte.

Depuis 1996, année où la RAMQ a commencé à le rembourser, le Bureau du coroner a constaté une augmentation du nombre de décès reliés à l'oxycodone, la substance active contenue dans l'Oxycontin et d'autres opiacés comme le Percodan. « De 1991 à 1996, il n'y avait qu'un ou deux décès par année où on a relevé la présence d'oxycodone, souligne un fonctionnaire du

Bureau. Depuis 1997, on en compte trois ou quatre par an. »

Selon le *New York Times*, plus de 120 décès seraient liés à l'Oxycontin aux États-Unis. Depuis deux ans, la vague « Oxy » déferle sur les régions rurales de l'est du pays. Un représentant de la Drug Enforcement Agency (DEA) déclarait l'hiver dernier qu'aucun autre médicament d'ordonnance, au cours des 20 dernières années, n'avait atteint en si peu de temps un aussi grand nombre d'utilisateurs illicites. Dans la presse américaine, les autorités attribuent le succès de l'« Oxy » au fait que la production et la distribution de cette drogue sont tout à fait légales. Pas besoin de « pusher »: son usage illicite se répand tout simplement par la bouche-à-oreille.

Alors que le comprimé d'Oxycontin est avalé par ses utilisateurs

légitimes, ceux qui se le procurent dans la rue le réduisent en poudre, concentrant la dose d'oxycodone qui aurait normalement dû prendre 12 heures pour être absorbée. Inhalant le produit ou se l'injectant par intraveineuse, les usagers éprouvent un sentiment d'euphorie, similaire à celui procuré par l'héroïne. Le produit a aussi le même pouvoir d'accoutumance.

« Nous ne pouvions pas anticiper un tel usage du médicament », note Jim Heins, porte-parole de Purdue Pharmaceuticals, qui commercialise le produit. Prise de court par l'usage illicite de l'Oxycontin, l'entreprise américaine a, la semaine dernière, signifié son intention de mettre au point une nouvelle version du médicament, qui rendrait plus difficile des abus. Incapable de préciser la portion des ventes liées à l'usage illégal du mé-

dicament, M. Heins estime toutefois qu'elle est minime.

Qualifiée de « surprenante » par M. Heins, la croissance fulgurante de la demande d'Oxycontin, au Québec et dans le reste de l'Amérique du Nord, s'explique entre autres par un usage médical plus répandu des opiacés. Alors qu'ils étaient jadis réservés aux cancéreux en phase terminale, l'Oxycontin et ses petits cousins sont aujourd'hui également prescrits pour le soulagement de douleurs chroniques.

Purdue a allègrement profité de l'évolution de la pratique médicale. À elles seules, les ventes de son médicament vedette ont rapporté à la compagnie 1,14 milliard US en 2000. Le tableau pourrait cependant s'assombrir au cours des prochaines années. À ce jour, 13 poursuites ont été entamées contre Purdue en raison des problèmes causés par le médicament.

MACÉDOINE

Suite de la page A1

« Nous devons créer les conditions pour satisfaire aussi bien les Albanais que les Macédoniens. »

Ces déclarations, ainsi que la fragile accalmie constatée ces derniers jours sur le terrain, semblaient ouvrir la voie à un déploiement rapide et complet de l'opération de l'OTAN.

Les premiers hommes de l'Alliance atlantique, arrivés vendredi sous le commandement du général britannique Barney White-Spunner, doivent justement évaluer la situation sur le terrain et juger si les conditions sont réunies pour l'envoi d'une mission de 3500 militaires.

Dès son arrivée à Skopje, le général White-Spunner avait réclamé « un consentement explicite de la part des groupes armés albanais à rendre leurs armes aux équipes (de l'OTAN) chargées de les collecter ».

Ali Ahmeti n'a pas lésiné sur la symbolique, en s'exprimant hier devant la presse. Parlant avec en toile de fond les drapeaux albanais, des États-Unis, de l'OTAN et de l'Union européenne, il a multiplié les propos conciliants.

« Nous avons de fortes garanties de l'Union européenne et de l'OTAN pour la mise en oeuvre de l'accord de paix et nous leur fai-

sons entièrement confiance », a-t-il dit.

L'UCK réaffirmerait ainsi son acceptation de l'accord cadre signé le 13 août par les différentes formations politiques macédoniennes et albanaises, qui réévalue les droits des Albanais, pour l'usage de leur langue ou l'accès aux emplois dans la police.

La mission de l'OTAN, baptisée Moisson essentielle, complète cet accord, destiné à mettre fin à plus de six mois d'affrontements armés entre forces macédoniennes et rebelles albanais. Il s'agit pour les hommes de l'OTAN de collecter les armes de l'UCK.

CLONAGE

Suite de la page A1

Les gens « ont une opinion très tranchée » sur la question, juge M. Jean-Marc Léger, président de Léger Marketing.

Il est « rare », voire « exceptionnel » que si peu de gens soient indécis face à une question, note M. Léger. Par exemple, dans le cas du clonage humain, la proportion d'indécis ou de refus de répondre ne varie que de 0,8 à 5,9 %, selon la région ou province.

Pour les greffes

Les citoyens interrogés sont cependant beaucoup plus ouverts au clonage d'embryons humains pour créer des cellules souches à des fins médicales — greffes, traitement de maladies actuellement incurables.

Dans ce cas, ce sont 55 % des Canadiens et 54 % des Québécois qui y sont favorables, contre 41 % des Canadiens et 44 % des Québécois qui y sont défavorables.

« Il y a beaucoup de personnes qui voient là un remède possible contre l'Alzheimer, le Parkinson et

d'autres maladies de ce genre-là », a dit M. Léger, pour expliquer la plus grande ouverture des personnes interrogées pour ce but médical.

Inévitable

Toutefois, les gens semblent se résigner à voir un jour le monde scientifique procéder au clonage humain, puisqu'une majorité de 77 % de Canadiens dit croire qu'il se pratiquera « au plus tard dans 20 ans ». La même proportion de Québécois pense ainsi.

« C'est un peu fataliste. Les gens se résignent », a conclu M. Léger, rappelant que les experts ont déjà cloné des animaux.

Contrairement à bien d'autres sondages sur des questions morales ou sociales, les Canadiens ne sont guère différents d'une province ou d'une région à l'autre et les Québécois, cette fois, ne se distinguent plus.

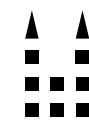
La marge d'erreur de ce sondage est de 2,5 %, 19 fois sur 20.



ROLEX

S E R V I C E

POUR LE BON FONCTIONNEMENT DE VOTRE ROLEX, NOUS VOUS CONSEILLONS D'EFFECTUER UNE RÉVISION COMPLÈTE TOUS LES CINQ ANS



CHÂTEAU D'IVOIRE

Depuis 1978

Vente et service technique

2020 rue de la Montagne, Montréal • (514)845-4651

ACTUALITÉS

La promesse de Landry réjouit Charest

LAURA-JULIE PERREAULT

Jean Charest se réjouit de la promesse ferme de Bernard Landry de tenir un référendum d'ici 2005 s'il est réélu. Il compte de son côté offrir tout le contraire à ses électeurs : un gouvernement Charest signifierait pas de consultation sur la souveraineté.

« Pour une fois, moi et M. Landry, nous sommes d'accord sur deux choses. Il se dissocié du bilan du gouvernement Bouchard et reconnaît qu'il y a eu des erreurs, mais dit qu'avec lui, ce sera différent. Il reconnaît aussi que le référendum sera un enjeu majeur lors des prochaines élections », a souligné le chef du Parti libéral du Québec (PLQ) hier après-midi.

« Si les gens veulent un référendum, qu'ils votent pour Bernard Landry, mais s'ils votent pour le PLQ, il n'y aura pas de référendum sur la séparation. C'est un débat qui a déjà pris beaucoup de notre énergie il y a six ans », a commenté M. Charest, lorsque joint par *La Presse* à Magog hier après-midi.

Il espère que les électeurs utiliseront les prochaines élections partielles de l'automne dans « quatre châteaux forts du Parti québécois pour envoyer un message à un gouvernement arrogant ».

« Dans Jonquière, les gens sont épuisés d'être pris pour acquis par le Parti québécois ; dans Laviolette, il n'y a jamais eu de femmes députées (et le PLQ a une candidate féminine) ; dans Blainville, il y a des familles avec des enfants qui ont vu leur revenu régresser à cause de l'administration en place et finalement, Labelle, c'est une région qui a connu des difficultés en santé, avec l'hôpital de l'Annonciation ».

Dans ce dernier comté, où le parti n'a ga-

gné que deux fois depuis les années 30, Jean-Pierre Miljours, libéral homme d'affaires de Mont-Laurier a remporté l'investiture du PLQ avec 510 voix hier. Sa concurrente, Danielle Laramée, une consultante en informatique, a pour sa part récolté 469 votes.

Vers 15 h hier, après l'annonce des résultats à Saint-Jovite et à Mont-Laurier, deux localités où s'est déroulé l'assemblée d'investiture en deux volets, Mme Laramée s'est ralliée à M. Miljours.

Selon le vainqueur, la course à l'investiture a été des plus fructueuses. « Nous avons plus de 2500 membres maintenant, un record pour la région », a souligné celui qui, jusqu'à récemment, était président de la caisse populaire de Mont-Laurier.

M. Miljours, concessionnaire pour Sears à Mont-Laurier, prépare maintenant ses armes politiques pour affronter le candidat du PQ, Sylvain Pagé, aussi membre de la confrérie commerçante de Mont-Laurier.

Le défi est de taille pour M. Miljours. Les

sondages donnent le PQ en avance dans ce comté comme dans les trois autres circonscriptions vacantes. Aux dernières élections, Jacques Léonard, avait pris possession du siège à l'Assemblée nationale avec une avance de 8000 voix.

« Je vais me battre contre le fait que le Parti québécois a oublié de nous inclure dans les régions-ressources lorsqu'ils ont distribué les fonds aux différentes régions. Il a fallu rétorquer pour qu'ils nous incluent », souligne l'homme de 52 ans, déjà six fois grand-père.

L'assemblée d'investiture d'hier était la dernière du Parti libéral en vue des élections partielles qui devraient avoir lieu début octobre. Dans Jonquière, ancienne circonscription de Lucien Bouchard, Françoise Gauthier portera les couleurs libérales. Dans Laviolette, une pharmacienne, Julie Boulet, s'acquittera de la même tâche. Dans Blainville, Jocelyne Roch sera la candidate de M. Charest.

Des Montréalais champions des châteaux de sable

C'est une équipe de Montréal, composée d'Anaëli Beauregard, Marie-Ève Hélie, Philippe Léger et de Guy Beauregard qui a remporté hier, le premier prix lors du traditionnel Concours international de châteaux de sable qui se déroulait au cours du week-end au parc La Fontaine à Montréal. Trente-trois équipes composées de trois artisans et d'une aide chacune, ont réalisé des sculptures en sable doré pour le plaisir de tous. Parmi les artisans, on retrouvait des peintres, des sculpteurs, des architectes, des designers d'ici et d'ailleurs ou des gagnants des autres concours de châteaux de sable. Il y avait des participants de Russie, de la République dominicaine, des États-Unis, du Canada et du Québec. Il est possible aujourd'hui d'aller contempler les oeuvres entre 8 h et 23 h près de l'étang sud au parc La Fontaine.



Photo ALAIN ROBERGE, La Presse ©

Le virus du Nil aurait fait son apparition à Windsor

RAYMOND GERVAIS

LE VIRUS DU NIL qui a fait son apparition à New York en 1999, et auquel on impute sept décès, pourrait bien être apparu au Canada.

Des analyses effectuées sur le corps d'un corbeau retrouvé mort à Windsor, dans le sud-ouest de la province, démontrent que le volatile était bel et bien porteur du virus. La carcasse de l'oiseau a été envoyée aux laboratoires du Centre canadien de pathologie animale à Guelph, en Ontario, pour des analyses plus poussées.

Le virus appelé *West Nile* se transmet par les piqûres de maringouins. Pour le moment, les corbeaux et les geais bleus sont les seuls porteurs connus de la maladie. Le virus se transmet par les maringouins qui, infectés après avoir piqué les oiseaux, transmettent le virus.

Même si aucun cas d'infection de la maladie chez l'homme n'a encore été signalé au Canada, certaines précautions doivent être

prises. Il faut notamment s'assurer de ne pas se tenir près d'une mare d'eau stagnante ; éviter les endroits où il y a des maringouins en quantité, notamment tôt le matin et à la brunante ; s'assurer que les moustiquaires des fenêtres soient bien en place et utiliser si nécessaire, un insecticide.

En 1999, 61 cas d'infections au virus du *West Nile* ont été signalés dans la ville de New York. L'an dernier, 21 cas ont été rapportés sur la côte Est américaine, dont deux mortels.

Il n'existe aucun vaccin contre ce virus. Il est probablement arrivée en Amérique du Nord par le biais d'un humain ou d'un animal qui a séjourné en Afrique. Il se compare au virus qui cause l'encéphalite de Saint-Louis.

Les symptômes du virus chez l'humain se comparent à ceux de la grippe. Dans certains cas, le malade peut souffrir de maux de tête, de fièvre, de raideurs à la nuque et d'une faiblesse musculaire. Le sujet peut également se sentir désorienté.

Un projet informatique de la Défense engloutit 65 millions

DEAN BEEBY
Presse Canadienne

LE MINISTÈRE de la Défense nationale a mal géré un important projet informatique destiné à ses forces de réserve, coûtant jusqu'à 65 millions aux contribuables, selon une vérification interne nouvellement rendue publique.

Le projet — qui devait constituer le premier exemple de partenariat entre le privé et le public tenté par le ministère — a finalement été abandonné, au terme de quatre années de problèmes continuels.

« Les mécanismes de surveillance n'ont pas fonctionné tel que prévu, et des signes précurseurs de problèmes budgétaires, de ca-

lendrier d'exécution et de qualité n'ont pas été évalués convenablement et corrigés », est-il écrit dans le document.

La vérification interne, complétée en octobre 2000, a été obtenue en vertu de la Loi d'accès à l'information.

Le projet informatique devait servir à la mise à jour et à l'automatisation du service de la paye, à l'établissement du budget ainsi qu'à d'autres tâches administratives au sein des unités de réserve des Forces armées canadiennes. Le système devait connecter entre eux 365 sites à travers le pays.

L'ancien système de comptabilité de la paye était sujet aux erreurs. Souvent, les membres de la réserve recevaient leur chèque de paye en retard.

ATTENTION

PUISSANTES

SENSATIONS

ALTIMA

1,8%^{**}

FINANCEMENT À L'ACHAT

289\$ PAR MOIS, location 48 mois*

0 \$ dépôt de sécurité

- ENSEMBLE ÉLECTRIQUE
- RADIO AM/FM/CD
- ASSISTANCE ROUTIÈRE 24 H
- SIÈGE DU CONDUCTEUR À 8 RÉGLAGES
- MOULURES LATÉRALES
- MOTEUR 2,4 L DE 155 CHEVAUX
- CLIMATISEUR
- TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS

*Location de 48 mois pour l'Altima GXE 2001 (T4RG51 AA00). Acompte ou échange équivalent de 2999\$. Limite de 19 500 km par année avec 0,10\$/km extra. Premier versement équivalent à un versement mensuel (toutes taxes incluses) requis à la livraison. Taxes, immatriculation et assurance en sus. Sur approbation du crédit. **Taux de financement de 1,8% à l'achat pour les termes jusqu'à 36 mois. Offre d'une durée limitée. Voir votre concessionnaire participant pour tous les détails. Le modèle illustré est à titre indicatif seulement.

www.nissancanada.com 1 800 387-0122

NISSAN

TOUJOURS PLUS LOIN.

ACCORD DE MONT-TREMBLANT

André Bachand prévoit un mariage prospère

LAURA-JULIE PERREAULT

LE SEUL DÉPUTÉ conservateur au Québec, André Bachand, baignait dans l'euphorie hier. L'entente survenue à Mont-Tremblant et qui amène sous l'ombrelle du Parti conservateur les dissidents alliés, sert de fiançailles en vue d'un mariage qui pourrait être des plus prospères, croit-il.

De retour dans sa maison familiale d'Asbestos, dans le comté de Richmond-Arthabaska, M. Bachand soufflait un peu après le marathon de pourparlers qui ont mené à l'entente. Convaincu du bien-fondé de la coalition parlementaire, il a été un des joueurs les plus endurants de la rencontre des Lauren-

tides. Avec d'autres, il devra maintenant travailler à arrimer les deux organisations politiques dans le cadre d'un groupe de travail qui « devra comprendre les différences entre les deux groupes, tout en mettant de l'avant les visions communes », comme celle du besoin de décentraliser le Canada.

D'un côté, le Parti conservateur de Joe Clark avec ses 12 députés. De l'autre, le Caucus de représentation démocratique (CRD) de Chuck Strahl, composé de 12 dissidents qui ont fait faux bond à l'Alliance canadienne. Les deux entités conserveront leur caucus respectif, mais chaque semaine, ils tiendront aussi une réunion conjointe.

« Cette coalition est sous le parapluie du Parti progressiste conservateur. C'est certain que ce nom ne disparaîtra jamais et tout le monde s'entend pour que Joe Clark assume le leadership », croit dur

comme fer M. Bachand, qui compte aider la nouvelle organisation à manoeuvrer à la Chambre des communes.

« Dès la rentrée parlementaire, avec environ 24 députés, nous serons la quatrième organisation politique en importance au Parlement », passant juste devant les néo-démocrates qui ont gagné 13 sièges lors des dernières élections, remarque-t-il.

Pour que cette union ait vraiment le rayonnement escompté, André Bachand souhaite plus que tout faire grandir la famille en convainquant des Québécois de se joindre à la nouvelle coalition parlementaire. « Lors des prochaines élections, si le Parti québécois ne gagne pas, le Bloc québécois se verra privé de son grand frère naturel et la possibilité d'un référendum sera mise de côté. C'est possible que nombre de gens,

souverainistes mous ou fédéralistes mous, veuillent se rallier à un parti qui proposera de nouveaux débouchés à la question nationale », soutient le député conservateur.

André Bachand ne s'inquiète pas du refus du député bloquiste Serge Cardin, qui avait vu dans son invitation à rejoindre les conservateurs un mauvais *remake* du scénario du beau risque de Mulroney de 1984.

M. Bachand se défend d'ailleurs ardemment de vivre dans l'ombre de l'ancien premier ministre. Hier, des rumeurs circulaient selon lesquelles Mulroney serait intervenu auprès de la députée conservatrice Elsie Wayne pour que celle-ci accepte l'idée d'une collaboration avec les alliés qui ont fait défection.

« C'est un *spin* du bureau de Stockwell Day. On s'est occupé nous-mêmes de M^{me} Wayne ! » rétorque le député québécois.



André Bachand, député conservateur

PUBLICITÉ

Manque de personnel qualifié dans le domaine du voyage

Beaucoup plus de postes que d'étudiants au Collège April-Fortier

La mission du Collège April-Fortier : former du personnel compétent pour répondre aux besoins de l'industrie du voyage, et ce, depuis 21 ans.

Les diplômés peuvent se diriger vers trois secteurs du domaine du voyage :

Les agences de voyages détaillantes qui servent deux marchés importants : les voyages de loisirs et les voyages d'affaires. Depuis trois ans, le secteur affaires manque de personnel qualifié. Il y a au Québec environ 1 000 agences de voyages dont environ 600 dans la région de Montréal.

Les grossistes en voyages sont les agences qui préparent les voyages vendus par les détaillants. On y trouve plusieurs champs de spécialisation dont la consolidation; ce secteur écume systématiquement les diplômés forts au niveau technique. Il y a plus d'une centaine de grossistes au Québec et la plupart sont situés dans la région de Montréal.

Les compagnies aériennes : à certains moments ce secteur requiert un grand nombre de candidats pour ensuite en accueillir au compte-gouttes.

Le Collège a toujours connu beaucoup de succès au niveau du placement, mais depuis un an il manque sérieusement de diplômés pour satisfaire à la demande. Un candidat fonctionnel en anglais et en français a actuellement le choix entre plusieurs postes. Environ 75 % des postes offerts commandent des candidats fonctionnels dans les deux langues.

On véhicule souvent que les salaires sont bas dans le domaine du voyage; un diplômé dans la vingtaine qui oeuvre chez un consolidateur comme **Intair-Transit** franchit normalement le cap du **30 000 \$** par année en moins de deux ans. Un agent de voyages est rémunéré en fonction du profit brut qu'il génère dans son agence; certains gagnent des salaires très intéressants. Les salaires versés sont une question de productivité et pour être productif un travailleur se doit d'être bien formé.

La durée de la formation à temps plein est de cinq mois, incluant un stage en milieu de travail. Il y a 11 sessions par année en français et trois en anglais; on peut donc commencer à peu près à tous les mois.

On peut aussi suivre le programme à temps partiel, le jour, le soir ou les fins de semaine. Les cours de soir et de fin de semaine sont offerts trois fois par année; ceux d'automne débutent le **15 septembre** et ceux d'hiver le **19 janvier**.

La formation dispensée par le Collège est sanctionnée par une Attestation d'Études Collégiales (AEC) reconnue par le ministère de l'Éducation et les étudiants sont admissibles à l'aide financière du service des Prêts et Bourses. Même les étudiants inscrits aux cours du soir et de fin de semaine sont admissibles.

Le Collège April-Fortier est la plus importante école privée spécialisée dans la formation de personnel pour le domaine du voyage au Québec. La qualité de sa formation professionnelle est hautement reconnue par toute l'industrie. Le Collège April-Fortier est reconnu comme étant **'l'École du Voyage'**.

Le Collège maintient des liens très étroits avec l'industrie du voyage et la force du Collège réside dans le fait qu'après cinq mois de formation, les candidats sont actifs sur le marché du travail.

Une fois sur le marché du travail, les diplômés peuvent bouger rapidement à l'intérieur de l'industrie en fonction des opportunités d'emploi et accéder à des salaires supérieurs; le domaine du voyage est un secteur en pleine croissance et de nouvelles opportunités se présentent constamment. Plusieurs diplômés du Collège April-Fortier occupent des postes clés dans divers secteurs de l'industrie et font appel au Collège pour combler leurs besoins en personnel.

Pour mieux connaître l'industrie du voyage, visualiser les types d'emploi qui vous conviennent, et recevoir de la documentation, n'hésitez pas à téléphoner au Collège ou, mieux encore, prenez rendez-vous avec un conseiller.

Comme l'industrie offre une multitude d'emplois très diversifiés, le conseiller pourra vous orienter en fonction de vos expériences, de votre âge, de vos études et de vos objectifs. L'industrie du voyage a besoin de personnes de tout âge et plusieurs jeunes retraités se joignent à ce domaine fascinant car on peut y travailler à temps plein ou à temps partiel.

Le Collège April-Fortier est situé au 801, rue Sherbrooke Est à Montréal au coin de la rue Saint-Hubert, à deux minutes de la station de métro Sherbrooke.

On peut communiquer avec le Collège April-Fortier aux numéros suivants :

région de Montréal : **(514) 878-1414**
ou
sans frais de l'extérieur : **1 888 878-1414**
www.april-fortier.com

OMNIUM CANADIEN DE GOLF

Rencontre Chrétien-Woods encore hypothétique

LAURA-JULIE PERREAULT

IL Y A LOIN de la coupe aux lèvres avant que Jean Chrétien ne puisse comparer son talent sur les verts à celui du champion Tiger Woods. Personne, ni à l'Omnium canadien de golf, ni dans l'entourage du premier ministre, ne peut confirmer la rumeur.

« Tout ce que je peux dire, c'est que l'horaire du premier ministre n'est pas encore fixé pour le 5 septembre », jour auquel le tête-à-tête avec Woods, en compagnie du président de BCE, Jean Monty, est prévu, expliquait hier Thoren Udima, du bureau du premier ministre.

Les matchs amicaux entre les grands du golf et les personnalités locales une journée avant le début des grands tournois sont une tradition. C'est le quotidien *Globe and Mail* de Toronto qui a publié à la une de son édition de samedi que le premier ministre a appelé M. Monty afin d'être invité à disputer ce jour-là une partie de golf avec le célèbre joueur américain.

Le responsable des déplacements du premier ministre, interrogé par *La Presse* hier, a

lui aussi confirmé que rien n'a encore été mis en oeuvre pour la visite du premier ministre au club de golf Royal Montreal, de l'île Bizard, où doit avoir lieu du 6 au 9 août le tournoi prestigieux.

Même parmi les organisateurs de l'Omnium, on ignorait tout de la venue du premier ministre lors de la journée précédant la compétition. « Je n'en ai pas entendu parler et cette journée appartient à notre commanditaire principal, Bell. C'est à eux de décider qui va jouer avec les stars », a expliqué Chad Schella, de l'Association royale de golf du Canada.

Simultanément, M. Schella a rappelé que Tiger Woods n'a toujours pas confirmé sa présence à l'épreuve. En 1997, alors que l'Omnium canadien s'est tenu au même endroit, le champion du monde ne s'était pas qualifié pour la finale. Cependant, l'an dernier, à Oakville, en Ontario, Woods est reparti avec une première place.

Du côté de chez Bell, les responsables des communications ne possèdent aucune information selon laquelle le premier ministre, passionné de golf, aurait entrepris des démarches pour participer à cette journée.

La Cour suprême examine le dossier des franco-protestants du Québec

ROLLANDE PARENT
Presse Canadienne

MONTRÉAL — La Cour suprême se penche aujourd'hui sur le dossier soumis par un groupe de parents de langue française et de religion protestante du Québec qui cherchent à préserver le réseau d'écoles confessionnelles protestantes desservant environ 2000 élèves.

La Cour examinera la question soumise sans entendre les avocats. M^e Guy Bertrand, qui représente ce groupe de parents, n'aura donc pas à se rendre à Ottawa ni d'ailleurs les représentants du Procureur général du Québec.

Il n'est pas assuré que la décision du plus haut tribunal du pays tombe le jour même.

Ce qui est certain cependant c'est que la Cour suprême fera diligence puisqu'elle a

établi un échéancier accélérant le dépôt des différents documents requis, compte tenu de la demande pressante des parents qui veulent une réponse avant le début de l'année scolaire.

Les tribunaux ont jusqu'ici rejeté les attaques de ces parents désireux de faire annuler les différentes modifications législatives déconfessionnalisant le réseau scolaire québécois. Le 5 juin dernier, un juge de la Cour d'appel a refusé de leur accorder ce qu'ils demandaient, un sursis, soit la suspension du jugement jusqu'à ce qu'ils obtiennent une réponse de la Cour suprême sur la permission d'être entendus sur le fond de la question. Il s'agit de la constitutionnalité des modifications apportées aux lois sur l'instruction publique, les élections scolaires et la confessionnalité des écoles.

La GRANDE LIQUIDATION



Cavalier VLX Chevrolet 4 portes / **Malibu** Chevrolet



Sunfire SLX Pontiac 4 portes / **Grand Am SE** Pontiac



Alero Oldsmobile / **Venture** Chevrolet



Century Buick / **Montana** Pontiac



Tracker Chevrolet 4 portes 4 x 4 / **Blazer** Chevrolet 4 x 4



Aztek Pontiac / **Jimmy** GMC 4 x 4

ADIEU MODÈLES
2001

0,9%
de financement
à l'achat*

Les Associations marketing des concessionnaires Chevrolet Oldsmobile et Pontiac Buick GMC du Québec suggèrent aux consommateurs de lire ce qui suit. Offre d'une durée limitée réservée aux particuliers, s'appliquant aux véhicules neufs sélectionnés 2001 en stock. Photos à titre indicatif seulement. Sujet à l'approbation du crédit de GMAC. *Taux de financement à l'achat de 0,9 % disponible jusqu'à 48 mois sur la plupart des véhicules 2001 en stock et jusqu'à 60 mois pour Cavalier, Blazer, Sunfire et Jimmy. Le concessionnaire peut fixer son propre prix. Exemples de financement de 15 000 \$ à 0,9 % : 1) 48 versements de 318,28 \$, coût en intérêts de 277,44 \$, coût total de 15 277,44 \$; 2) 60 versements de 255,76 \$, coût en intérêts de 345,60 \$, coût total de 15 345,60 \$. Exemple de financement de 25 000 \$ à 0,9 % : 48 versements de 530,46 \$, coût en intérêts de 462,08 \$, coût total de 25 462,08 \$. *Rabais aux diplômés taxable et accordé selon les critères du manufacturier. TMMarque déposée de General Motors Corporation. Banque TD, usager agréé. Un échange de véhicules entre concessionnaires peut être requis. Pour plus d'information, voyez votre concessionnaire participant, visitez le www.gmcanada.com ou faites le 1 800 463-7483.

Le fjord du Saguenay dans le *National Geographic Traveler*

Presse Canadienne

CHICOUTIMI — Le *National Geographic Traveler*, un magazine qui se fait un devoir de faire découvrir à ses lecteurs les plus beaux coins de la planète, ouvre ses pages au fjord du Saguenay.

Pour le compte de la publication américaine, un journaliste et un photographe découvriront le fjord du Saguenay en kayak de mer, à compter d'aujourd'hui. Ils le feront en se greffant à un groupe régulier de 15 touristes orientés par les guides de Québec Hors-Circuits.

Le groupe devait quitter Sainte-Rose-du-Nord ce matin. Il terminera sa randonnée vendredi, à Tadoussac.

Le *National Geographic Traveler* se veut le petit frère touristique du prestigieux *National Geographic*. La revue s'adresse principalement aux touristes et aux voyageurs. Chaque numéro est vendu à environ 800 000 exemplaires, principalement aux États-Unis.

« Carl (Walsh, le photographe) a proposé au magazine l'idée de réaliser un reportage sur le fjord du Saguenay, explique Mel White, un journaliste pigiste qui écrit pour le *National Geographic Traveler* depuis quelques années. Son idée a été acceptée, et on m'a proposé d'écrire l'article. J'ai accepté tout de suite. C'est une belle occasion de découvrir une nouvelle partie du monde. »

Mel White ne sait pas encore sous quel angle il fera découvrir le fjord du Saguenay à ses lecteurs. Il inclura probablement dans son reportage des éléments qui ont marqué l'histoire de la région, comme l'aluminium et les papetières. Pour le reste, il entend improviser à la lumière de ses découvertes.

« Je n'ai jamais vu une baleine de ma vie, lance-t-il. Ce sera quelque chose de très excitant. Je vais faire le voyage et on verra. J'ai hâte parce que je n'ai jamais visité le Québec, je n'ai jamais navigué sur une rivière comme le Saguenay, sur un fjord. Ce sera un nouvel environnement pour moi. »

« J'ai vu des photographies du fjord, j'ai vu les falaises. Je m'attends à découvrir de très belles choses. J'ai fait des recherches avant de me présenter ici. J'ai même trouvé un essai très intéressant sur la région du Saguenay. Je me suis aussi informé sur les baleines. »

Mel White a déjà rédigé plusieurs articles de fond pour le magazine américain. Un reportage s'étend habituellement sur une dizaine de pages. Celui sur le fjord du Saguenay devrait être publié l'été prochain.

« Le magazine veut que le lecteur, après avoir lu l'article, puisse lui aussi vivre l'aventure, explique Mel White. Si l'article paraissait en octobre, le lecteur devrait patienter neuf mois. »

Tremblay veut s'attaquer aux causes de la prostitution

Trop tôt pour parler de décriminalisation, pense-t-il

SILVIA GALIPEAU et LAURA-JULIE PERREAULT

AVANT DE s'attaquer aux conséquences de la prostitution, c'est sur les causes qu'il faut travailler, pense Gerald Tremblay. Avant de décider d'ouvrir ou non des maisons closes, mieux vaut faire d'abord le tour de la problématique, suggère-t-il.

Le chef de l'Union des citoyens de l'île de Montréal (UCIM) ne pense pas qu'il soit temps de parler de décriminalisation de la prostitution, comme l'ont proposé les jeunes péquistes à leur congrès annuel, qui se tenait à Rimouski cette fin de semaine. « Nous ne sommes pas rendus là encore, nous ne sommes pas rendus aux solutions. Nous sommes encore en train de faire le tour de la problématique. »

Son parti, qui n'a pas encore accouché d'une politique sur la question, s'est toutefois penché sur les recommandations formulées par un comité du Bloc québécois plus tôt cet été. Le rapport, présenté par le député fédéral de Hochelaga-Maisonneuve, Réal Ménard, recommandait notamment de décriminaliser la prostitution de rue, de l'interdire en milieu résidentiel et de la restreindre à des « zones désignées ».

« Nous pensons que ce document de travail est un pas dans la bonne direction. Mais il ne faut pas s'attaquer uniquement aux conséquences de la prostitution, mais aussi aux causes de la prostitution. » D'après lui, les principales causes sont, en vrac, le chômage, la pauvreté, le manque de logements sociaux et l'usage de différentes drogues.

Et comment compte-t-il s'attaquer à ces « causes de la prostitution » ? Par la réinsertion sociale. « Il y a des moyens de faire de la prévention, et l'un de ces moyens, c'est la réinsertion sociale. »

Quant à savoir si des maisons closes pourraient un jour avoir pignon sur rue dans un Montréal dirigé par Gerald Tremblay, impossible de le savoir pour l'instant.



Photo ALAIN ROBERGE, La Presse ©

Présent à la grande Fête des enfants de Montréal, au parc Maisonneuve, le maire Bourque (en compagnie du petit Walid Bessak, 2 ans) a refusé de se prononcer sur la question de la prostitution : « C'est vraiment un dossier fédéral », a-t-il prétexté. En revanche, tracer la forme de sa main sur un papier apparaît, de toute évidence, de la compétence d'un candidat à la mairie.

« C'est tout un débat. C'est très complexe. Pour nous, c'est une préoccupation importante et nous allons analyser tous les éléments. Nous n'avons pas encore déposé de politique sur la prostitution. » Il promet de le faire avant les élections municipales prévues à l'automne.

L'aile jeunesse du parti de M. Tremblay, qui se réunissait pour la première fois en assemblée hier au Collège Rosemont, ne s'est pas penchée sur la question. Néan-

moins, un des jeunes candidats de l'arrondissement Mercier-Hochelaga-Maisonneuve, faisait écho à son chef en appelant à la prudence.

« Dans Ville-Marie, ils ont essayé de faire un projet sans impliquer la population, et ça a été tout un désastre parce que les gens s'y sont opposés. Je pense que ça serait positif de faire à nouveaux des essais dans un secteur de la ville, mais en permettant à la population d'avoir son mot à dire », a commenté le jeune homme de 27 ans.

Quant au maire Pierre Bourque, il n'a pas voulu se prononcer sur le dossier hier. « C'est vraiment un dossier fédéral. Je ne me mêle ni des dossiers du Québec, ni de ceux du Canada. » Son travail à lui, poursuit-il, c'est de gérer les impacts sociaux de la prostitution. « Nous travaillons très fort avec les groupes communautaires pour réduire les impacts (de cette activité) sur la population. Nous travaillons aussi avec la police. Et nous avons un certain succès. »

Une ex-candidate convoite la mairie de Terrebonne

JEAN-PAUL CHARBONNEAU

LORRAINE BÉGIN, BATTUE de justesse aux élections de 1997 grâce au vote anticipé, veut occuper le 4 novembre le premier poste de maire élu de la nouvelle ville de Terrebonne qui a une population de près de 80 000 habitants.

Pour y arriver, elle devra battre Jean-Marc Robitaille, qui était maire de l'ancien Terrebonne et qui a été désigné maire jusqu'aux élections de la nouvelle agglomération qui regroupe Lachenaie, LaPlaine et Terrebonne.

Jusqu'à la dernière minute en 1997, Mme Bégin était certaine de l'emporter sur M. Robitaille, qui sollicitait un nouveau mandat. Jusqu'à 23 h 30 environ le 2 novembre, elle menait par 331 voix, mais le vent a tourné quand le décompte des boîtes du scrutin par anticipa-



Lorraine Bégin

tion a été rendu public : 915 électeurs avaient voté en faveur de M. Robillard et 403 pour Mme Bégin, ce qui accordait majorité de 181 voix au maire sortant.

En 2001, Mme Bégin est toutefois bien décidée à ne pas se faire jouer le même mauvais tour. Elle a regroupé 16 candidats pour occuper les postes de conseillers sous l'étiquette d'Équipe Bégin/Action Terrebonne.

Lors du lancement de sa campagne mardi, Mme Bégin a affirmé que l'actuelle administration voulait maintenir ses habitudes de gestion en vase clos, d'absence de consultation, d'immobilisme, de cosmétique électorale et de petites actions sciement programmées pour les mois qui précèdent un scrutin. « Nous avons face à nous, a-t-elle soutenu, tous les as de la petite politique, tous les champions de l'entourloupette à Lachenaie, La Plaine et Terrebonne, désormais réunis. »

Elle a annoncé que durant les prochaines semaines, elle allait

parler d'intégration, de normalisation, d'équité avec des programmes conçus par « des gens d'ici avec des gens d'ici. »

« Nous allons démontrer, a poursuivi Mme Bégin, que notre engagement en politique n'a rien d'impromptu ou d'opportuniste, que notre programme d'action n'est pas improvisé et qu'il n'est pas un amalgame de vœux pieux ou de promesses floues. Nous faisons partie d'une famille politique qui a des racines profondes dans le milieu et qui n'est pas une création spontanée. »

Lorraine Bégin, qui soutient que son parti est la seule alternative pour mener à bien les destinées de la nouvelle ville, est âgée de 39 ans. Elle habite Terrebonne depuis 16 ans avec sa famille et a déjà occupé un poste de conseiller municipal de cette ville.

La GRANDE LIQUIDATION



Cavalier VLX 4 portes Chevrolet
Garantie de 5 ans ou 100 000 km sur le groupe motopropulseur sur tous les modèles Cavalier 2001

ADIEU MODÈLES
2001

0,9%
de financement
à l'achat*



Sunfire SLX 4 portes Pontiac
Garantie de 5 ans ou 100 000 km sur le groupe motopropulseur sur tous les modèles Sunfire 2001

ET PREMIÈRE MENSUALITÉ
GRATUITE**



Venture Chevrolet
Sécurité 5 étoiles+
Fourgonnette offrant la meilleure économie d'essence de sa catégorie+*



Montana Pontiac
Sécurité 5 étoiles+
Fourgonnette offrant la meilleure économie d'essence de sa catégorie+*

Les Associations marketing des concessionnaires Chevrolet Oldsmobile et Pontiac Buick GMC du Québec suggèrent aux consommateurs de lire ce qui suit. Offres d'une durée limitée réservées aux particuliers, s'appliquant aux véhicules neufs sélectionnés 2001 en stock. Photos à titre indicatif seulement. *Taux de financement à l'achat de 0,9% disponible jusqu'à 48 mois pour Venture et Montana et jusqu'à 60 mois pour Cavalier et Sunfire. Le concessionnaire peut fixer son propre prix. Exemple de financement de 15 000 \$ à 0,9% : 60 versements de 255,76 \$, coût en intérêts de 345,60 \$, coût total de 15 345,60 \$. Exemple de financement de 25 000 \$ à 0,9% : 48 versements de 530,46 \$, coût en intérêts de 462,08 \$, coût total de 25 462,08 \$. **Première mensualité gratuite, à l'achat ou à la location, jusqu'à concurrence de 500 \$, taxes incluses, sur les Cavalier, Venture, Sunfire, Montana et Silhouette 2001. Sujet au financement et à l'approbation du crédit de GMAC. +Sécurité 5 étoiles pour le conducteur et les passagers des sièges arrière lors de tests d'impacts latéraux. Tests effectués par la National Highway Traffic Safety Administration (NHTSA) des É.-U. **Données fournies par le ministère des Ressources naturelles dans le Guide de consommation de carburant 2001. +Rabais aux diplômés taxable et accordé selon les critères du manufacturier. +Marque déposée de General Motors Corporation. Banque TD, usager agréé. Un échange de véhicules entre concessionnaires peut être requis. Pour plus d'information, voyez votre concessionnaire participant, visitez le www.gmcanada.com ou faites le 1 800 463-7483.

ÉTATS-UNIS

La fin de l'URSS a rendu les États-Unis superpuissants

JEAN-MICHEL STOULLIG
Agence France-Presse

WASHINGTON – Dix ans après l'effondrement de l'Union soviétique, les États-Unis brillent comme la seule superpuissance globale, mais ils n'ont pas encore soldé tous les reliquats de la guerre froide avec leur ancien rival.

L'Amérique a désormais les coudees franches. Pourtant, estiment des experts, Washington n'arrive pas à convaincre Moscou de renoncer au traité ABM réglant l'équili-

bre de la terre et de lui laisser développer un bouclier antimissile. Le Pentagone tourne donc toujours des milliers de fusées nucléaires vers la Russie, faible puissance économique restée forte militairement.

« En descendant dans la rue pour défendre le Parlement russe », face aux putschistes conservateurs soviétiques le 19 août 1991, avec le soutien de Boris Eltsine, « les citoyens russes ont déclenché le passage d'un monde bipolaire à un monde multipolaire », déclare Michael McFaul, spécialiste de la Russie à la fondation Carnegie.

En effet l'éclatement de l'URSS était inévitable, même si les putschistes avaient gagné un répit, car l'empire était miné depuis des décennies par des faiblesses économi-

ques structurelles et les poussées nationalistes centrifuges, estime Ivo Daalder.

Les Occidentaux ont su accroître les contradictions du régime et « vers 1980 le communisme était une idéologie discréditée », selon ce spécialiste de sécurité internationale à la Brookings Institution.

Quoi qu'il en soit, alors qu'il n'y a plus de régime luttant contre le capitalisme américain dans le monde », « il est tragique que nous ayons toujours des milliers de fusées se faisant face », dit-il.

Encore confortés dans leur supériorité par une décennie de forte croissance, les États-Unis, dont les forces sont déployées dans le monde entier, dépensent avec leur budget militaire d'environ 330 mil-

liards de dollars (+10 % pour 2002) plus que les huit pays suivants combinés, selon la *New York Times*.

Le président George W. Bush, qui, note M. McFaul « n'a jamais rencontré un seul citoyen soviétique de sa vie », dit vouloir en finir avec la guerre froide. Il veut établir des relations nouvelles avec la Russie qui « n'est plus un ennemi ». Mais il n'a pas réussi à ce stade à convaincre son collègue russe Vladimir Poutine d'abroger le traité ABM de 1972 qui empêche le déploiement de systèmes nationaux antimissiles (MD).

Paradoxalement, estime Ivo Daalder qui fut conseiller à la sécurité nationale sous Bill Clinton, Washington se croit vulnérable vis-

à-vis de petits pays (comme l'Irak et la Corée du Nord) et se montre « obsédé » par le MD. « Pour cela, nous voulons tellement l'aval de la Russie que nous oublions les autres dimensions des relations avec ce pays ».

Il serait cependant myope d'oublier le pouvoir de nuisance de la Russie ». Ce pays à la forte base scientifique reste « très dangereux » avec ses fusées, ses stocks d'armes chimiques et biologiques, selon cet expert.

La suspicion de l'étranger à l'égard de la superpuissance américaine est naturelle, estime Michael McFaul : « comment traiter avec une puissance qui ne sait pas encore être bienveillante ni maintenir des engagements multilatéraux ? ».

Un chercheur prédit un premier clonage humain d'ici deux mois

d'après AFP

WASHINGTON – Les premiers embryons d'êtres humains clonés pourraient être réalisés dans deux mois, a déclaré hier dans une interview télévisée le Dr Panayiotis Zavos, l'un des chercheurs qui avaient annoncé au début du mois leur intention de tenter le clonage humain.

Le Dr Zavos, un andrologue grec chypriote naturalisé américain, a indiqué à la chaîne de télévision CBS que « la production d'embryons humains clonés pourrait intervenir dans les soixante jours à venir ».

« L'implantation (de ces embryons chez des femmes) ne se produira que plus tard, évidemment, après que nous ayons vérifié si leur qualité est suffisante pour donner une

grossesse saine », a ajouté le chercheur, qui dirige une clinique de traitement de la stérilité à Lexington (Kentucky).

Le Dr Zavos avait participé le 7 août dernier à Washington à une conférence de presse au cours de laquelle le gynécologue italien Severino Antinori avait annoncé officiellement le lancement d'un projet de clonage d'un être humain.

M. Zavos avait alors confié à la chaîne de télévision américaine Fox News : « Nous avons actuellement deux laboratoires dans lesquels nous travaillons. »

L'interdiction de ces expériences aux États-Unis, actuellement discutée au Congrès, ne fait pas peur au chercheur car les laboratoires qui y travaillent ne sont pas dans ce pays. « L'interdire en Amérique, ce n'est pas l'interdire pour le monde entier », a-t-il dit. « Le clonage reproductif se développera inévitablement, que ce soit grâce à nous ou grâce à quelqu'un d'autre », a conclu le Dr Zavos.

250 000 hectares brûlent

Associated Press

LEAVENWORTH, Washington — La menace de vents forts n'a fait que renforcer les craintes d'un puissant incendie dans la ville touristique des montagnes de Cascade, où les flammes ont déjà ravagé plus de 2000 hectares et pourraient menacer près de 2000 habitations et commerces.

Et ce n'est qu'un feu sur les huit principaux incendies qui frappent le très sec État de Washington, où plus de 36 400 hectares sont déjà partis en fumée la semaine dernière.

À travers tout l'ouest des États-Unis, 26 000 pompiers combattaient samedi 30 foyers d'incendie qui ont noirci plus de 200 000 hectares, a indiqué le Centre national de lutte contre les incendies de Boise. Aucun blessé grave n'a été enregistré pour l'instant.

SOLARIUMS Zytco
2972936A

VASTE SÉLECTION DE MODÈLES DE SOLARIUMS
TROIS-SAISONS, QUATRE-SAISONS
CLASSIQUE, CATHÉDRALE, EUROPÉEN,
CONSERVATOIRE, WINDSOR, VICTORIAN
ALUMINIUM OU CÈDRE
4940 CHEMIN BOIS-FRANC,
ST-LAURENT, QC, H4S 1A7
WWW.ZYTCO.COM

NOUVEAU VERRE SUPER-ISO BLOCK
ARÊTES OU RECOURBÉS
ESTIMATION SANS FRAIS : 800-361-9232
514-335-2050

CRTC
LE CRTC VEUT VOS COMMENTAIRES Canada

Le CRTC lance un appel d'observations sur des questions concernant l'établissement d'un cadre d'attribution de licences approprié pour les services de programmation sonore spécialisés qui pourraient accroître la disponibilité des émissions destinées aux auditeurs spécialisés; ainsi que sur un projet de modifications au Règlement sur la distribution de radiodiffusion qui permettrait aux entreprises de distribution de classe 1 et de classe 2 de distribuer en mode numérique des services de programmation sonore à caractère ethnique sans l'autorisation préalable du CRTC. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter l'avis public. Vos observations écrites doivent parvenir à la Secrétaire générale, CRTC, Ottawa (Ont.) K1A 0N2 et doivent être reçues par le CRTC au plus tard le 12 octobre 2001. Vous pouvez également soumettre vos observations par courriel au : procedure@crtc.gc.ca. Pour plus d'information : 1-877-249-CRTC (sans frais) ou Internet : <http://www.crtc.gc.ca>. Document de référence : Avis public CRTC 2001-85.

Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes
Canadian Radio-television and Telecommunications Commission

Agence canadienne de développement international
Canadian International Development Agency

Nous voulons savoir ce que vous en pensez!

L'Agence canadienne de développement international (ACDI) a préparé le document *Pour une aide internationale plus efficace : Les nouvelles approches du programme canadien d'aide internationale* afin de stimuler les idées et la discussion sur les moyens d'améliorer l'efficacité du programme canadien de développement international.

Afin de recueillir les commentaires des Canadiens et des Canadiennes sur ce document, **Maria Minna, ministre de la Coopération internationale**, tiendra des consultations publiques dans 10 villes de toutes les régions du pays.

Les villes et les dates de consultation sont les suivantes : **St. John's** (4 septembre), **Halifax** (5 septembre), **Fredericton** (5 septembre), **Montréal** (6 septembre), **Toronto** (7 septembre), **Winnipeg** (10 septembre), **Regina** (10 septembre), **Calgary** (11 septembre), **Vancouver** (12 septembre), **Ottawa** (14 septembre). Les gens habitant l'Île-du-Prince-Édouard peuvent se rendre à Halifax ou à Fredericton pour assister à une des consultations publiques, tandis que ceux des Territoires du Nord-Ouest, du Yukon et du Nunavut peuvent se rendre à Ottawa ou dans une des villes de leur choix.

Il est possible de lire le document sur le site Web de l'ACDI à : www.acdi-cida.gc.ca
Laissez-nous savoir dans laquelle des 10 villes vous aimeriez assister à une consultation publique en vous inscrivant à l'avance au 1-888-980-7432 ou encore à sae-aie_consultation@acdi-cida.gc.ca

Canada

loto-québec résultats

lotto 6/49 Tirage du 2001-08-18

GAGNANTS	LOTS
6/6	1 5 000 000,00 \$
5/6+	7 98 615,20 \$
5/6	281 1 965,30 \$
4/6	16 217 65,20 \$
3/6	279 705 10,00 \$

Numéro complémentaire: 14
Ventes totales: 16 442 429 \$
Prochain Gros lot: 2 000 000 \$

Quebec 4/9 Tirage du 2001-08-18

GAGNANTS	LOTS
6/6	0 1 000 000,00 \$
5/6+	1 50 000,00 \$
5/6	20 500,00 \$
4/6	1 473 50,00 \$
3/6	25 767 5,00 \$

Numéro complémentaire: 41
Ventes totales: 612 852,00 \$

Promotion Double Jeu* Tirage du 2001-08-18

GAGNANTS	LOT
18 37 43 45	62 161,29 \$

*Seules les sélections participant au Loto 6/49 et au Québec 4/9 sur le même billet sont admissibles à la promotion.

panco Tirage du 2001-08-19

13 16 19 20 22 24 34 35 38 39
46 47 48 56 58 61 63 67 68 70

Quintessence Tirage du 2001-08-19
3 263 4 7170 NUMÉRO: 663134

Extra Tirage du 2001-08-19
NUMÉRO: 632498

Le jeu doit rester un jeu.
Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité.
TVA, le réseau des tirages de Loto-Québec

La GRANDE LIQUIDATION

Sunfire SLX Pontiac 4 portes

213 \$ /mois*
Transport et préparation inclus
PREMIÈRE MENSUALITÉ GRATUITE**
Garantie de 5 ans ou 100 000 km sur le groupe motopropulseur sur tous les modèles Sunfire 2001

Location 48 mois	
Comptant (ou échange équivalent)	Mensualité
0 \$	252 \$
896 \$	233 \$
1 840 \$	213 \$

- Moteur 2,2L I4 de 115 HP • Lecteur CD • Téléverrouillage des portes
- Roues de 15 po

ADIEU MODÈLES 2001

0,9% de financement à l'achat*

Grand Prix GT Pontiac 4 portes

298 \$ /mois*
Transport et préparation inclus
26 698 \$ à l'achat**

Location 48 mois	
Comptant (ou échange équivalent)	Mensualité
0 \$	389 \$
2 249 \$	338 \$
4 013 \$	298 \$

- Moteur V6 3,8L de 200 HP • Boîte automatique 4 vitesses
- Lecteur CD • Roues de 16 po en aluminium

PONTIAC BUICK GMC

L'Association marketing des concessionnaires Pontiac Buick GMC du Québec suggère aux consommateurs de lire ce qui suit. Offres d'une durée limitée réservées aux particuliers, s'appliquant aux véhicules neufs sélectionnés 2001 en stock, tels que décrits ci-dessus. Photos à titre indicatif seulement. *Paiements mensuels basés sur un bail avec versement initial (voir tableaux de mensualités). A la location, transport et préparation inclus, immatriculation, assurance et taxes en sus. Dépôt de sécurité d'au plus 450 \$ et première mensualité exigés à la livraison. Frais de 12 \$ (au km après 80 000 km). **Première mensualité gratuite, à l'achat ou à la location, jusqu'à concurrence de 500 \$, taxes incluses, sur les Sunfire et Montana 2001. Sujet au financement et à l'approbation du crédit de GMAC. ***À l'achat, préparation incluse, transport (895 \$), immatriculation, assurance et taxes en sus. *Taux de financement à l'achat de 0,9 % disponible jusqu'à 48 mois pour Grand Prix et jusqu'à 60 mois pour Sunfire. Le concessionnaire peut fixer son propre prix. Exemple de financement de 15 000 \$ à 0,9%: 60 versements de 255,76 \$, coût en intérêts de 345,60 \$, coût total de 15 345,60 \$. Exemple de financement de 25 000 \$ à 0,9%: 48 versements de 530,46 \$, coût en intérêts de 462,08 \$, coût total de 25 462,08 \$. *Rabais aux diplômés taxable et accordé selon les critères du manufacturier. **Marque déposée de General Motors Corporation. Banque TD, usager agréé. Un échange de véhicules entre concessionnaires peut être requis. Pour plus d'information, voyez votre concessionnaire participant, visitez le www.gmcanada.com ou faites le 1 800 463-7483.

MONDE



EXPRESS INTERNATIONAL

É.-U | Un salon du missile

QUELQUE 750 experts sur les missiles et l'industrie de l'aéronautique liée à la défense se réuniront à partir d'aujourd'hui en congrès à Huntsville, en Alabama, où seront présentées les toutes dernières technologies du commerce. Ce salon se tiendra alors que l'administration américaine travaille sur son projet de défense antimissile et plaide auprès de Moscou pour un abandon du traité antimissiles ABM de 1972. — *d'après AFP*

Chine | Un non aux É.-U.

LA CHINE a refusé de laisser un avion militaire américain P-3C atterrir à Hong Kong étant donné des « facteurs connexes » entourant la demande de visite de cet appareil, a rapporté hier l'agence de presse officielle Chine Nouvelle. « En ce qui concerne les demandes d'avions et de navires militaires étrangers de se rendre à Hong Kong, nous avons pris en considération leurs demandes spécifiques et d'autres facteurs connexes avant de les entériner au cas par cas », a déclaré un porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Sun Yuxi, cité par Chine Nouvelle. Il n'a pas été précisé en quoi ces « facteur connexes » empêchaient l'avion US d'atterrir à Hong Kong. — *d'après AFP*

Colombie | Odeurs d'IRA

TROIS MILITANTS présumés de l'Armée républicaine irlandaise (IRA), arrêtés en Colombie, y assuraient la formation des guérilleros aux techniques des explosifs, rapportait hier magazine *Cambio*. Dans un message radio qui aurait été intercepté par les services d'espionnage de l'armée, Jorge Briceno, le chef des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC), annonce que les trois hommes entraînaient les guérilleros à l'usage des explosifs Semtex, rapporte *Cambio*. — *d'après AP*

| MACÉDOINE |

L'OTAN accusée de faire le jeu des rebelles

Peu de Macédoniens croient que l'UCK rendra docilement ses armes à l'OTAN

DAVE CLARK
Agence France-Presse

BLACE, Macédoine – L'arrivée de l'OTAN en Macédoine pour collecter les armes de la guérilla albanaise laisse sceptique, et même franchement amère, une bonne partie de la communauté slave macédonienne, qui accuse les Occidentaux de faire le jeu des rebelles.

L'Armée de libération nationale (UCK) des Albanais de Macédoine a réaffirmé hier son engagement à remettre ses armes à l'OTAN, mais bien peu parmi les Macédoniens pensent que leur pays pourra aussi facilement éviter la guerre civile.

« Les États-Unis ont soutenu les terroristes. Ils leur ont fourni des armes. Les chrétiens de Macédoine ont souffert et personne ne nous a écoutés », déplore Ace Nikusevci, 49 ans.

Comme quelques dizaines d'autres Macédoniens, il manifestait pendant le week-end à Blace (nord), près du poste frontière avec le Kosovo, en bloquant symboliquement l'une des principales routes d'approvisionnement de l'OTAN.

Beaucoup de Macédoniens pensent que le soutien accordé par les Occidentaux

aux Albanais en 1998 et 1999, pendant la guerre du Kosovo, est aujourd'hui la cause de leurs malheurs. Ils sont encouragés par les commentaires de responsables politiques nationalistes ou par la presse.

Ces accusations sont bien sûr démenties avec véhémence par les pays occidentaux, mais elles laissent des traces dans une opinion marquée par le nationalisme et les clivages ethniques.

« Ce pays n'a pas besoin de médiateurs, mais plutôt d'un psychanalyste », se lamentait un responsable européen, associé aux négociations politiques conduites entre partis albanais et macédoniens.

Le gouvernement macédonien a promis de lancer, à partir de la semaine prochaine, une campagne pour persuader l'opinion et la presse que les accords avec les partis albanais, puis avec l'OTAN, garantissent la sécurité, la démocratie et la place de la Macédoine en Europe.

Mais la colère suscitée par les récents combats, les embuscades meurtrières dressées par la guérilla et la destruction de maisons est toujours très forte.

« J'ai travaillé dans des hôtels en Angleterre pendant 26 ans. Je suis revenu pour construire une maison pour ma famille et avoir une vie paisible, dans mon village, sur ma terre », a raconté Ace Nikusevci. « Aujourd'hui, ma maison est détruite, brûlée par les terroristes et je n'ai plus rien », a-t-il ajouté.

Il y a deux semaines, des combats ont

éclaté dans ce village ethniquement mixte de Tearce, niché dans la chaîne montagneuse de la Sar, au nord-ouest de la Macédoine.

« Les Albanais n'abandonneront jamais leurs armes. Si nous avions eu un meilleur gouvernement, cela ne serait pas arrivé. Peut-être ont-ils vendu notre pays aux Albanais », a-t-il poursuivi.

De telles histoires nourrissent les frustrations des Macédoniens, qui ressentent comme une injustice les concessions politiques faites aux Albanais sur l'usage de leur langue ou leur accès aux emplois dans la police.

« C'est vrai que nous n'aimons pas les Albanais, nous ne les avons jamais aimés », admet Nebosja, un étudiant de 22 ans originaire de Tetovo, le grand centre albanophone de Macédoine.

« C'est là qu'est la différence. Nous ne les aimons pas, mais ils nous haïssent. Nos pères ne nous ont pas appris à nous battre, tandis qu'ils sont prêts à haïr et jouent avec de petits pistolets depuis la plus tendre enfance », ajoute-t-il.

Et Ace Nikusevci, l'homme placide qui aspirait à couler des jours tranquilles dans son village, de s'énerver à son tour : « Souvenez-vous de ce qui s'est passé en Somalie (en 1993, lors d'une opération des Nations unies organisée pour capturer un important chef de guerre somalien, (ndlr : ces soldats américains morts et tirés nus dans les rues). Cela pourrait se reproduire. Cela pourrait se passer ici. »

Incidents armés en série: cinq Palestiniens tués

« Les appels de (Shimon) Peres (...) ne servent à rien d'autre qu'à masquer une politique d'occupation fasciste », estime le ministre palestinien de l'Information

MARIUS SCHATNER
Agence France-Presse

JÉRUSALEM — Cinq Palestiniens ont été tués hier par les tirs de soldats israéliens, dans une série d'incidents armés dans la bande de Gaza et en Cisjordanie, sans aucune perspective d'apaisement entre les deux camps.

Dans ce contexte tendu, le ministre allemand des Affaires étrangères Joschka Fischer se rend aujourd'hui pour une tournée de trois jours au Proche-Orient.

Il va plaider pour un arrêt des violences réaffirmant l'intérêt de l'Allemagne et de l'Europe pour la stabilité dans la région alors que les États-Unis semblent se tenir à distance.

De son côté, le ministre israélien des Affaires étrangères Shimon Peres a annoncé samedi son intention de discuter d'un cessez-le-feu « dans un proche avenir » avec le président palestinien Yasser Arafat et affirmé l'existence de contacts avec les Palestiniens à ces fins.

Mais les Palestiniens ont estimé hier que de tels contacts n'avaient aucune valeur et servaient à détourner l'attention de l'occupation israélienne des territoires palestiniens.

« Israël a tué deux Palestiniens et blessé deux bébés dans les dernières vingt-quatre heures. Il s'agit

d'un véritable massacre (...) montrant que les appels de Peres au dialogue et à la fin des violences ne servent à rien d'autre qu'à masquer une politique d'occupation fasciste », a déclaré le ministre palestinien de l'Information, Yasser Abed Rabbo, dans un communiqué.

L'idée d'une telle rencontre est

« utilisée pour donner l'impression que les Israéliens sont décidés à discuter », a estimé pour sa part la porte-parole de la Ligue arabe et députée palestinienne Hanane Acharaoui dans une interview à la chaîne de télévision Fox.

Maen Abou Lawi, 38 ans, a été tué d'une balle au cou et trois au-

tres Palestiniens blessés près de Naplouse (nord de la Cisjordanie), alors que Mohammad Abou Amar, 13 ans, a été touché mortellement à la poitrine à Rafah (sud de la bande de Gaza), selon des sources hospitalières palestiniennes.

Ces deux morts portent à 722 le nombre de personnes tuées depuis le début de l'Intifada le 28 septembre, dont 554 Palestiniens et 146 Israéliens.

Sept autres Palestiniens ont été blessés sans gravité dont trois dans l'incident de Naplouse, quatre par des tirs dans le sud de la bande de Gaza et l'un par un tir d'hélicoptères israéliens dans le secteur de Khan Younés, selon des sources palestiniennes. Deux Israéliens, un colon et un militaire ont été quant à eux légèrement blessés, selon des sources militaires.

Dans la bande de Gaza, des hélicoptères israéliens ont attaqué hier aux missiles antichar un poste de commandement de la Force 17, la garde du président palestinien, dans le secteur de Khan Younés, dans le sud de la bande de Gaza, selon des sources de sécurité palestiniennes.

Deux roquettes ont frappé de plein fouet le poste qui a été détruit. L'attaque a fait un blessé léger, un passant qui se trouvait près du poste auparavant évacué.

Terrorisme au quotidien

YOAV APPEL
Associated Press

JÉRUSALEM — Lorsqu'un kamikaze palestinien s'est fait sauter dans une pizzeria de Jérusalem le 9 août dernier, il a tué 15 personnes dans l'un des pires attentats suicides qu'ait connu récemment Israël. Il a également imposé certains changements dans la vie quotidienne.

Désormais les gens se pressent moins dans les centres commerciaux et les restaurants de la ville sainte, perçus comme étant la cible principale de la campagne d'attentat des militants islamistes. Les livraisons de pizzas à domicile augmentent. Les Israéliens prennent moins souvent le bus. Et certains évitent tout simplement la ville.

Afin de rassurer leurs clients, les cafés, restaurants et boîtes de nuit embauchent des agents de sécurité privés. Le gérant d'une société de sécurité de Tel Aviv reconnaît que la demande de gardes a au moins doublé. De nombreux agents, qui auparavant ne portaient pas d'arme, sont maintenant armés pendant le service.

Le Syndicat des restaurateurs israélien a demandé à la police de mettre sur pied un programme enseignant aux personnels de la restauration les moyens d'identifier un kamikaze, selon la porte-parole du syndicat Livnat Kizner.

Parmi les indices qui peuvent trahir un kamikaze figurent, selon un inspecteur de sécurité, les vêtements épais — utilisés pour dissimuler une ceinture d'explosifs — malgré la chaleur. Un menton et des joues blanches, signes d'une barbe fraîchement rasée, peuvent aussi indiquer un militant islamique tentant de se fondre parmi les Israéliens.

Mais nombre d'Israéliens préfèrent tout simplement rester chez eux.

Shlomi Oshrey, le gérant d'une franchise Domino's Pizza, a remarqué une augmentation spectaculaire des demandes de livraison ces dernières semaines.

« Ils sont en train de gagner », note Josh Weiner, en référence au Jihad islamique et au Hamas qui ont revendiqué à eux deux 17 attentats suicides ces dix derniers mois. Propriétaire d'un bar dans le quartier russe de Jérusalem, il a vu sa clientèle baisser de 75 % depuis le début des violences en septembre.

Beaucoup d'Israéliens ont changé leurs habitudes afin de diminuer les risques d'être pris dans un attentat. Des chauffeurs de taxi disent qu'il devient de plus en plus difficile de trouver des courses Tel Aviv-Jérusalem.

Certains Israéliens ont arrêté de prendre les transports en commun parce que les bus sont souvent la cible d'attentats. « Je ne me sens pas prêt à emprunter les bus », confie Harel Itzhaki, 30 ans, qui habite la ville sainte.

Il admet avoir déjà songé à partir à l'étranger. Mais « je veux vraiment rester en Israël », ajoute-t-il.

Michael Moore, 33 ans, continue de se rendre dans le centre commercial de Jérusalem. « Si je meurs, je meurs », dit-il, résigné. « Il n'y a pas de solution à cette situation ».

« Statistiquement, c'est plus dangereux de conduire », souligne Aryeh Weiss, 48 ans. Selon les chiffres de la police, 300 Israéliens ont trouvé la mort dans des accidents de la route l'an passé, contre 150 qui ont été victimes des violences israélo-palestiniennes.

Sharon dit avoir « la » solution

d'après AFP

JÉRUSALEM — Le premier ministre israélien Ariel Sharon a affirmé qu'Israël, « par des opérations de commandos qui ne sont pas toutes connues du public, a trouvé le moyen de traiter ses problèmes de sécurité ».

« Il s'agit de nombreuses opérations d'attaques de terroristes, d'arrestations et d'opérations visant à assurer la sécurité sur les routes », a déclaré M. Sharon, cité par la radio publique, lors d'un déplacement près de Haïfa (nord).

Un sondage publié vendredi par le quotidien *Maariv* indiquait, pour la première fois depuis l'entrée en fonction de M. Sharon, le 7 mars, qu'une écri-

sante majorité d'Israéliens ne croyait pas qu'il parviendrait à maîtriser l'Intifada.

Pour 70 % des personnes interrogées, M. Sharon ne « parviendra pas à mettre un terme à la violence et au terrorisme », contre 21 % d'avis contraire et 9 % sans opinion, selon ce sondage.

Les attentats palestiniens se sont multipliés au cours des dix derniers jours, faisant plus de 15 morts et une centaine de blessés.

Israël a réaffirmé début août son intention de poursuivre les meurtres ciblés d'activistes palestiniens soupçonnés de participation à des attentats anti-israéliens, en dépit des protestations internationales.

ALBI Mazda N°1 en Amérique

LA NOUVELLE PROTÉGÉ MP3 EST ARRIVÉE

Protégé SE 2001 L'ÉCONOMIQUE

- Moteur 1.6 litres
- Servo-freins
- Servo-direction
- Roues de 14 pouces
- Enjoliveurs intégraux
- Volant ajustable
- AM/FM stéréo avec CD

2978016A



199\$*/Loc. / 48 mois
1430\$ comptant

Garantie 5 ans / 100000km.

Protégé SE 2001 LA CLASSIQUE

- Moteur 1.6 litres
- Servo-freins
- Servo-direction
- Roues de 14 pouces
- Enjoliveurs intégraux
- Volant ajustable
- AM/FM stéréo avec CD



209\$*/Loc. / 48 mois
1280\$ comptant

Garantie 5 ans / 100000km.

Climatiseur

Protégé GT 2001 SPORT 4 PORTES

- Moteur 2 litres
- Servo-freins
- Servo-direction
- Mags (16 pouces)
- Volant ajustable
- Régulateur de vitesse
- Toit ouvrant électrique
- Aileron
- AM/FM stéréo avec CD
- Climatiseur
- Vitres, portes et miroirs électriques



249\$*/Loc. / 48 mois
1430\$ comptant

Garantie 5 ans / 100000km.

Protégé 5 2002 SPORT 5 PORTES

- Moteur 2 litres
- Servo-freins
- Servo-direction
- Mags (16 pouces)
- Volant ajustable
- Régulateur de vitesse
- Aileron
- AM/FM stéréo avec CD
- Vitres, portes et miroirs électriques



259\$*/Loc. / 48 mois
1580\$ comptant

NOUVEL ARRIVAGE

AUCUN PAIEMENT NI INTÉRÊT AVANT 60 JOURS

En financement sur la plupart des modèles 2001

OU



DÉPÔT DE SÉCURITÉ

En location sur la plupart des modèles 2001

Pick-Up SX 2001 «LE DEAL»

- Moteur V6
- 5 vitesses
- Servo-freins
- Servo-direction
- Mags
- Couleur métallisée
- AM/FM stéréo avec CD
- Freins antibloquages
- Chauffe-moteur



249\$*/Loc. / 48 mois
995\$ comptant

*Transport et préparation inclus

Mazda 626 LX 2001 L'ÉCONOMIQUE

- Moteur 2 litres
- Servo-freins
- Servo-direction
- Berline, 5 vitesses
- Enjoliveurs intégraux
- Volant ajustable
- Régulateur de vitesse
- Climatiseur
- Vitres, portes et miroirs électriques



21950\$*

Garantie 5 ans / 100000km.

MPV DX 2001 LA QUALITÉ JAPONAISE

- Moteur V6
- Servo-freins
- Servo-direction
- Roues de 15 pouces
- Volant ajustable
- Climatiseur
- AM/FM stéréo avec CD
- 4 portes



359\$*/Loc. / 48 mois

Ø comptant
Garantie 5 ans / 100000km.

Ø comptant

Tribute 2001 ES, V6, intérieur en cuir

- Servo-freins
- Servo-direction
- Mags (16 pouces)
- Volant ajustable
- Régulateur de vitesse
- AM/FM stéréo avec CD
- Vitres teintées
- Téléverrouillage
- Vitres, portes et miroirs électriques
- Climatiseur



CHOIX DE COULEURS

FAITES VITE !

*Transport, préparation: Protégé, 626: 820\$. Tribute: 1095\$ Couleurs métallisées 105\$. Taxes et immatriculation en sus. Les photos peuvent différer. Communiquez avec un de nos représentants pour plus de détails: 514-722-5555.



450 **474-7777**

Autoroute 25, sortie 28, Mascouche
à 15 min. de MTL
www.albimazda.com

à 5 min. de Laval
www.albimazda.com

514 **722-5555**

ANGLAIS
COURS AXÉS SUR LA CONVERSATION
Petits groupes: 3 à 7 personnes; admission continue
COURS INTENSIFS à temps partiel et semi-intensifs
de jour, 25 h/semaine matin, après-midi, soir
145\$ à 165\$/semaine* 1 à 7 fois/sem. * 220\$/30 h*
*Matériel pédagogique inclus, exempt de taxes, réduction d'impt. hors d'inscription - 45\$

Formation en entreprise adaptée à vos besoins
Cours privés toutes les langues

Converlang
école de langues postmoderne
accréditée par Emploi-Québec

1160, boul. St-Joseph Est, 3^e étage, MTL
(514) 278-5309 www.converlang.com

LIQUIDATION ÉQUIPEMENT DE BUREAU
Plus de 1 000 chaises neuves et usagées
2 000 classeurs latéraux et verticaux
300 chaises neuves exécutives en cuir

LE PLUS GROS ENTREPÔT D'ÉQUIPEMENT DE BUREAU EN VILLE

Plus de 20 000 pièces d'équipement de bureau neuves et usagées
Meilleurs choix et prix

TRAS SOLUTION DE BUREAU
70, boul. Brunswick Ouest
Dollard-des-Ormeaux
Appelez-nous au (514) 685-0007

25%
VENTE DE GARAGE

2 jours consécutifs pour seulement **16,99 \$*** pour 3 lignes
2,83 \$* par ligne additionnelle par jour *taxes en sus

LES PETITES ANNONCES
La Presse
cyberpresse.ca
(514) 285-7111
sans frais 1 800 361-5013

Pour cette offre spéciale, aucun changement ne peut être apporté au texte original en cours de publication. On peut annuler après la première parution, cependant la facturation s'établira obligatoirement pour le nombre de jours de parution demandé lors de la réservation. Payables avant publication.

**Bibliothèque
et Archives
nationales**

Québec 

La Presse
20 août 2001

Page A9 manquante

FORUM

La Presse

ANDRÉ DESMARAIS > Président du conseil d'administration
 GUY CREVIER > Président et éditeur
 MARCEL DESJARDINS > Vice-président et éditeur adjoint
 PHILIPPE CANTIN > Directeur de l'information ANDRÉ PRATTE > Editorialiste en chef

Un foetus de trop



AGNÈS GRUDA
 agruda@lapresse.ca

Depuis que le premier bébé-éprouvette a vu le jour, il y a 23 ans, les progrès de la procréation assistée ont donné lieu à d'incroyables imbroglios judiciaires et à des situations familiales dignes de la science fiction.

Il y a eu ces cas de femmes à la fois mères et grands-mères, ayant hébergé dans leur utérus l'ovule de leur propre fille. Récemment, en France, une femme a accouché d'un enfant qui est en fait... son neveu : la dame s'est fait implanter un ovule fécondé par son propre frère. À qui appartiennent ces bébés ? Il y a eu des batailles épiques menées par des mères porteuses qui ont changé d'idée en cours de route. Une chicane entre une mère porteuse britannique et un couple californien vient d'ajouter une nouvelle catégorie à la liste : celle des foetus fabriqués à grands frais et dont plus personne ne veut.

Infertiles, Charles Wheeler et Martha Bermann ont voulu se procurer un beau bébé tout neuf. Ils ont soigneusement choisi la femme qui leur a vendu des ovules. Ne restait plus qu'à organiser une rencontre entre ces ovules et les gamètes de M. Wheeler. Puis à trouver une résidence temporaire pour les embryons issus de ce rendez-vous.

Contactée sur Internet, Helen Beasley s'est fait implanter deux ovules fécondés pour maximiser les chances de succès. Les deux embryons se sont accrochés à la vie. Or, le contrat spécifiait qu'en cas de grossesse double, la mère porteuse accepterait d'éliminer un des deux embryons. Selon Mme Beasley, l'avortement sélectif devait avoir lieu avant la 12^e semaine de grossesse. Or, le rendez-vous pour l'avortement n'aurait été pris qu'à la 13^e semaine — la mère porteuse croit que l'intervention aurait alors été trop risquée pour sa santé.

Le couple californien, lui, prétend que le contrat ne prévoyait aucune date limite pour l'élimination d'embryons en excédent. Et que c'est Mme Beasley qui a rompu son contrat en gardant les jumeaux. Ils lui réclament un remboursement de dépenses plutôt salé, merci.

Quant aux bébés, ils n'en veulent pas. La mère porteuse, qui accuse ses « employeurs » de bris de contrat, n'en veut pas elle non plus.

Les motivations profondes des protagonistes de cette tragédie des temps modernes échappent à la compréhension. Pourquoi donc refuser d'obtenir deux enfants pour le prix d'un ? Un expert californien cité par le *San Francisco Chronicle* suggère que cette histoire de jumeaux n'est qu'un prétexte et que les deux futurs parents ont changé d'idée pour d'autres raisons.

Peut-être ont-ils trouvé de meilleurs ovules ? Ou décidé de s'acheter un voilier ? Peu importe. Ce que l'on retient surtout de cette absurde bataille, c'est que trois personnes se chicanent pour le droit de se débarrasser de toute responsabilité à l'égard de deux foetus créés en toute connaissance de cause. Et qui sont traités comme de vulgaires marchandises, un sofa qui n'a pas la bonne couleur ou un lave-vaisselle livré à la mauvaise date.

Ni les technologies modernes de reproduction, ni le recours aux mères porteuses ne produisent automatiquement cette relation marchande avec la procréation. Mais les progrès médicaux n'en ont pas moins ouvert la porte à une froide « chosification » de la vie humaine. Elle n'est pas la règle. Mais c'est maintenant une effrayante possibilité.

Ce qui est le plus sidérant dans cette histoire de jumeaux non désirés, c'est cet acharnement d'un couple à vouloir tout contrôler. Et à refuser le hasard qui lui a donné deux enfants quand ils n'en voulaient qu'un seul.

Dans son avant-projet de loi sur la procréation assistée, le ministre canadien de la Santé, Allan Rock, entend interdire la rémunération des mères porteuses. Mais les « locations d'utérus » gratuites seraient autorisées et les mères porteuses pourraient faire payer leurs dépenses médicales.

L'ex-présidente de la Commission d'enquête sur les technologies de reproduction, Patricia Baird, proteste contre ce compromis qui, même s'il élimine la rétribution, n'en cautionne pas moins une approche marchande de la vie humaine. Rétribution ou pas, il y aurait en effet échanges de bébés et contrats de type commercial pour encadrer les locations d'utérus.

L'histoire tordue de deux jumeaux orphelins donne du poids à son plaidoyer.



Pascal Élie, collaboration spéciale

Droits réservés

LA BOÎTE AUX LETTRES

Faillite sociale ?

L'ARTICLE DE Saël Lacroix (« L'art de la rue », samedi 11 août) sur les graffiti était intéressant. Toutefois, la conclusion voulant que ce soient les graffiteux qui vont gagner la guerre à Montréal m'a fait sourciller. Je reviens de la fête de la Caribana, à Toronto, et je n'y ai vu que très peu de graffiti.

À Montréal, il y a de plus en plus de graffiti sur les bâtiments et maintenant, il y en a même sur les murs intérieurs et extérieurs à l'Université de Montréal. Je ne crois pas que ces graffiti qui sont le plus souvent des barbouillages malicieux favorisent beaucoup le tourisme et la prospérité économique.

Il y a eu quelques émissions sur ce sujet, notamment une émission à TVA où on banalisait le phénomène, en disant que c'est là une mode et que les jeunes qui faisaient de tels graffiti le faisaient pour s'amuser simplement.

Quant à moi, il m'apparaît que ce phénomène des graffiti sur les édifices et les monuments publics, de même que sur les maisons privées, est le signal d'un malaise social, sinon d'une faillite sociale. On sent derrière ces barbouillages un mal à l'âme, une volonté de vengeance contre une société qui

n'a pas intégré une partie de sa jeunesse qui se sent mal aimée et qui est désœuvrée (une jeunesse qui n'étudie pas et qui ne travaille pas).

Je dirais faillite des familles à éduquer des enfants au respect du bien public (sinon de la propriété privée), faillite d'une économie à offrir une activité économique décente à une partie de sa jeunesse, faillite d'une certaine fonction publique peu motivée à soigner l'espace public (maire, fonctionnaires municipaux, policiers, etc.).

LUC GIRARD
 Longueuil

Le plaisir solitaire

LE PLAISIR solitaire. Ces simples mots évoquent tout l'univers du péché de la chair, pratiqué en cachette. Le plaisir solitaire, la masturbation. De nos jours, le plaisir solitaire n'a plus rien à voir avec la sexualité. Du moins c'est là l'impression que m'a laissée récemment une nouvelle publicité de Loto-Québec. Un homme s'amuse (sic) à gratter un billet de Kéno. Le téléphone sonne : il prend du temps à répondre. Son interlocuteur le dérange et il le lui fait savoir. Non, précise-t-il, il est seul. Jouer au Kéno Plus, voilà le nouveau plaisir

solitaire ! Une autre forme de masturbation !

GÉRALD CHARBONNEAU
 Sainte-Thérèse

Tout pour la banlieue ouest

LA SEMAINE dernière, les maires de Laval, Mascouche et Terrebonne ont uni leurs voix pour réclamer un train de banlieue reliant ces municipalités au centre-ville. Je ne peux que me réjouir de voir le succès que connaît ce moyen de transport efficace et bien moins coûteux que la construction du métro. Mais, quand verrons-nous le maire de Montréal (ou l'aspirant) faire de telles pressions pour un tel service vers l'est de l'île (Pointe-aux-Trembles, Repentigny) ? Alors que les besoins en transport en commun sont criants dans l'est, le maire Bourque exprime son souhait de voir le métro prolongé vers... Dorval et Dollard-des-Ormeaux. C'est à croire que les prochaines municipales ne seront qu'une immense campagne de séduction des anciennes villes de la banlieue ouest.

JASON DESROCHES
 Pointe-aux-Trembles

RÉPLIQUES

Le Fonds du Canada pour les magazines demeure une mesure essentielle

MARK JAMISON

L'auteur est président de l'Association des éditeurs de magazines canadiens.

L'ARTICLE DU 14 juillet de Claude Picher (« Les subventions aux magazines ») décrit avec beaucoup d'exactitude les défis que les magazines canadiens affrontent à cause des changements aux lois du Canada sur le commerce international. Toutefois, nous sommes fortement en désaccord avec ses conclusions concernant le Fonds du Canada pour les magazines (FCM). Le programme de contenu éditorial du fonds sera un moyen valable de maintenir et de développer le contenu éditorial canadien et d'aider à assurer une présence canadienne forte dans un marché intérieur inondé de magazines étrangers.

Les lecteurs canadiens ont une passion pour les magazines qui offrent une perspective canadienne. Nos magazines offrent cette perspective avec un contenu qui est en majeure partie canadien et qui est novateur, divertissant et instructif.

Mais les éditeurs canadiens doivent également faire concurrence à d'importantes publications étrangères qui, comme M. Picher le fait observer correctement, bénéficient d'un marché dix fois plus important que celui du Canada. Les coûts éditoriaux canadiens sont soutenus en majeure partie par les ventes de publicité qui constituent jusqu'à 60 % des recettes de l'industrie. Des diminutions des recettes de la publicité influent sur la capacité d'un magazine de maintenir les investissements éditoriaux. Le Fonds du Canada pour les magazines (FCM) répond directement à ce défi en soutenant les éditeurs qui dépendent de la publicité pour maintenir leurs investissements éditoriaux canadiens.

M. Picher soutient que la formule du fonds est trop souple et particulièrement profitable aux plus gros éditeurs. En fait, toutes les utilisations admissibles de l'aide du fonds soutiennent directement la création du contenu

éditorial, y compris les Canadiens qui le produisent — les journalistes, les auteurs pigistes, les illustrateurs, les photographes et les concepteurs. De plus, la formule du fonds est pondérée, offrant un ratio de soutien supérieur aux plus petits magazines qu'aux grands. Comme la part du fonds de soutien des publications l'année suivante est associée directement à leurs dépenses éditoriales, il y a là une incitation à investir dans le contenu canadien.

M. Picher conclut également que le fonds sera inefficace puisqu'il n'offrira pas assez de soutien pour permettre aux éditeurs canadiens « de faire concurrence aux Américains sur leur propre terrain ». Il est très exact que les budgets éditoriaux des magazines américains sont plusieurs fois plus importants que ceux des magazines canadiens — en fait, les 5 plus gros éditeurs américains ont tous des recettes dépassant celles de toute l'industrie canadienne. Mais cela ne signifie pas que le Fonds du Canada pour les magazines (FCM) n'aidera pas les Canadiens à faire concurrence. Premièrement, c'est notre terrain, pas le leur, et les Canadiens ont démontré clairement leur désir d'obtenir de bons magazines canadiens.

Deuxièmement, la créativité et l'originalité qui sont, selon M. Picher, la clé de la survie des éditeurs canadiens sont exactement ce que vise le fonds. Troisièmement, l'environnement stratégique des magazines du Canada est plus grand que le fonds. Le projet de loi C-55 (Loi sur les services de publicité des éditeurs étrangers) limite le montant de publicité qu'un magazine étranger peut vendre sans investir dans le contenu canadien et les dispositions de la Loi de l'impôt sur le revenu créent une incitation pour que les annonceurs canadiens soutiennent les publications ayant de hauts niveaux de contenu canadien.

Ensemble, ces dispositions et le Fonds du Canada pour les magazines (FCM) offrent un environnement global qui aide à établir un terrain d'égalité dans le marché des magazines du Canada.

Bell doit s'ajuster aux réalités du marché

FRANCE POULIN

L'auteure est chef divisionnaire adjoint - Relations avec les médias chez Bell Canada.

DANS SON édition du 5 août dernier, *La Presse* publiait une lettre de monsieur Christian Charron, de Boisbriand, qui faisait part de son opposition à « la décision de Bell Canada d'éliminer ses cabines téléphoniques ».

Permettez-moi d'apporter quelques précisions. Bell n'a pas l'intention de retirer ses cabines téléphoniques, mais doit, comme toute entreprise, s'ajuster aux réalités du marché. En effet, depuis la fin des années 90, la popularité de la téléphonie sans fil, d'Internet et des nouvelles technologies a modifié sensiblement les habitudes d'appel de nos clients, entraînant une baisse du nombre d'appels faits à partir de cabines téléphoniques et, conséquemment, des revenus générés par cette activité.

Aujourd'hui, Bell compte quelque 100 000 cabines téléphoniques au Québec et en Ontario.

Seules les cabines peu ou non utilisées ont été retirées. L'entreprise a d'autre part déposé, à la fin mai, une proposition auprès du Conseil canadien de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) recommandant de maintenir à 25 cents le tarif pour les appels effectués à



partir d'une cabine téléphonique extérieure, mais de faire passer à 50 cents le tarif pour les appels effectués à partir d'une cabine téléphonique intérieure. Ce dernier montant, qui reflète le coût réel de fourniture du service, représenterait le premier changement tarifaire depuis 1981.

Enfin, pour répondre à une nouvelle tendance, Bell a entrepris l'installation d'une centaine de bornes d'accès Internet à haute vitesse dans des lieux publics très fréquentés. Ces bornes, desquelles on peut naviguer sur le Web, effectuer des transactions et consulter ses courriels, permettent à nos clients de rester branchés en tout temps, où qu'ils soient.

FORUM

Un nouveau plan Marshall pour l'Afrique ?

Le G8 de l'an prochain, consacré au continent africain, devra accoucher d'un vrai programme d'action et non de voeux pieux

JOCELYN COULON

L'auteur est directeur du Bureau de Montréal du Centre Pearson pour le maintien de la paix, basé en Nouvelle-Écosse.

Le fracas provoqué par la tenue à Gênes, en juillet, du sommet des huit grandes puissances mondiales a complètement éclipsé un des thèmes les plus importants de cette réunion : l'Afrique. La plupart des grands médias internationaux, sans parler des médias locaux, n'en ont tout simplement pas parlé. Pourtant, la situation du continent africain est devenue une des préoccupations majeures de la communauté internationale en matière d'aide au développement et de résolution des conflits. Le prochain sommet du G8, celui de Kananaskis, en Alberta, en juin prochain, portera d'ailleurs principalement sur l'Afrique. On parle à ce sujet de l'adoption d'une sorte de « Plan Marshall » pour l'Afrique, du nom du fameux plan qui avait été mis en place, à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, pour relancer l'Europe.

Tous, aujourd'hui, sont conscients du potentiel explosif que pose à la sécurité mondiale la délinquance d'une partie du vaste continent africain. Ce qui se passe là-bas a et aura de plus en plus d'effets sur nos vies. Pour cette seule raison, même si ce n'est pas nécessairement la bonne, l'Afrique ne doit pas être oubliée.

Les Africains eux-mêmes sont maintenant mobilisés pour se prendre en main et attirer l'attention du monde sur leur sort, mais aussi sur le vaste potentiel humain, économique et culturel que leur continent représente. À Gênes, ils sont venus présenter un plan ambitieux — l'Initiative africaine — et le G8 y a répondu favorablement. Ce plan, un document d'une soixantaine de pages à l'inspiration lyrique, a intérêt à être mieux diffusé et lu avec assiduité. Il dresse un bilan parfois sombre, parfois positif, de l'expérience africaine et présente une stratégie pour assurer un développement durable au cours de ce siècle, stratégie entièrement élaborée par les dirigeants africains, dont le Sénégalais Abdoulaye Wade et le Nigérian Olusegun Obasanjo. On pourrait discuter ou même réfuter ici ou là dans ce document certains arguments invoqués par les rédacteurs pour expliquer l'exclusion du continent africain des grands courants internationaux. Il n'en demeure pas moins que la situation actuelle est désolante, du moins pour une grande partie de l'Afrique.

Un constat, un plan d'action

En Afrique, 340 millions de personnes, soit la moitié de la population du continent, vivent avec moins d'un dollar américain par jour. Le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans y est de 140 pour 1000 et l'espérance de vie à la naissance de seulement 54 ans. Environ 60 % de la population a accès à de l'eau potable. Le taux d'alphabétisation des personnes de plus de 15 ans est de 41 %. Il n'y a que 18 lignes téléphoniques pour 1000 personnes, par rapport à 146 dans le monde entier et 567 dans les pays à revenus élevés. Sur le plan économique, l'Afrique croule sous la dette et la dépendance. « Depuis les années 70 (...), le binôme crédit-aide est resté la base de la logique du développement de l'Afrique, peut-on lire dans le document. Le crédit s'est traduit par l'impaque de la dette qui, de versements en rééchelonnements, continue d'entraver la croissance des pays d'Afrique. L'on est parvenu au bout de cette option. Quant à l'autre élément du binôme, l'aide, l'on a aussi observé la réduction de l'aide privée et le plafonnement de l'aide publique, contrairement aux objectifs des années 70. » Enfin, les leaders africains constatent, avec raison d'ailleurs, que « la faiblesse de l'État demeure une contrainte majeure au développement durable ». Ce n'est pas moins, mais plus d'État qu'il faut en Afrique.

Pour sortir de cette ornière, les dirigeants africains reconnaissent que le continent détient les clés de son propre développement. Ils ont donc établi leurs priorités, afin de réformer leurs États et, ainsi, de rendre l'Afrique intéressante pour le reste du monde. L'Initiative africaine est structurée autour des axes suivants :

- > prévention, gestion et résolution des conflits ;
- > promotion de la démocratie et protection des droits ;
- > établissement de normes claires en matière de politiques monétaires et budgétaires ;
- > promotion de la transparence à l'intention des marchés financiers ;
- > relance des services sociaux et éducatifs pour lutter contre l'analphabétisme et les maladies comme le sida, le paludisme et la tuberculose ;
- > promotion du rôle de la femme ;
- > renforcement du rôle de l'État ;
- > développement des infrastructures et de l'agriculture ;
- > augmentation de l'épargne et accroissement des flux de capitaux.

L'Initiative se fixe des objectifs précis et se donne 15 ans pour parvenir à transformer le visage du continent. Il s'agit là d'un vaste chantier aux multiples implications, tant pour les Africains que pour leurs partenaires



Jocelyn Coulon



En Afrique, 340 millions de personnes, soit la moitié de la population du continent, vivent avec moins d'un dollar américain par jour. Le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans y est de 140 pour 1000 et l'espérance de vie à la naissance de seulement 54 ans. Environ 60 % de la population a accès à de l'eau potable. Le taux d'alphabétisation des personnes de plus de 15 ans est de 41 %. Il n'y a que 18 lignes téléphoniques pour 1000 personnes, par rapport à 146 dans le monde entier et 567 dans les pays à revenus élevés.

internationaux. Si les idées avancées dans l'Initiative sont mises en oeuvre, il s'agira sans contredit d'une véritable révolution dans la façon dont les Africains entameront leur intégration au système international. Toutefois, comme le soulignent si bien les leaders africains, cette initiative ne pourra fonctionner que dans la mesure où des actions concrètes seront adoptées pour rencontrer les conditions préalables indispensables au développement que sont la paix et la sécurité ; la démocratie et le respect des droits ; la bonne gouvernance politique et économique.

L'action du Canada

Si les Africains promettent de mettre l'épaulé à la roue, il est indispensable que la communauté internationale leur vienne en aide. Le G8 a pris acte de l'Initiative africaine et a décidé de présenter un plan d'action lors du prochain sommet au Canada à l'été de 2002. Déjà, Ottawa a nommé son représentant personnel auprès des Africains, Robert Fowler, un des plus brillants produits de la diplomatie canadienne. Il devra s'entourer d'une équipe compétente, car c'est le Canada qui coordonnera et présentera le plan d'action. Tous les pays du G8, sauf la Russie, ont les moyens de répondre à l'Initiative africaine, tant sur les plans économique, politique et social que militaire. Le Canada devra faire sa part, mais c'est sans doute sur les aspects bonne gouvernance et maintien de la paix que sa contribution pourrait être la plus originale.

Après 40 ans de présence en Afrique, particulièrement dans les pays francophones, le Canada a acquis une expérience considérable et développé des institutions de coopération, de formation et de recherche aux compétences exceptionnelles. Dans le domaine de la bonne gouvernance et du respect des droits humains, l'Initiative africaine identifie des

secteurs prioritaires à créer, à réformer ou à relancer : informatique et télématique, santé et éducation, développement de systèmes bancaires transparents, transport, renforcement des institutions démocratiques et de maintien de l'ordre.

Le Canada a beaucoup à offrir. Pensons à l'action de l'École nationale d'administration publique (ÉNAP) auprès des élites africaines dans le domaine de la gestion publique. Ou au rôle crucial de la GRC dans la formation des forces de l'ordre de pays qui se relèvent d'un conflit (Bosnie, Haïti, Timor, Kosovo). Ou à l'action d'Élections Canada et Élections Québec dans l'organisation de consultations électorales. Ou à l'immense travail des juristes canadiens des deux systèmes de droit engagés auprès des Tribunaux pénaux internationaux ou dans la réforme de systèmes juridiques un peu partout sur la planète. Ou encore au dynamisme des industries canadiennes de haute technologie en informatique et en téléphonie.

Dans le domaine crucial de la résolution des conflits et du maintien de la paix, l'Afrique représente un défi de taille, parfois même insurmontable, tellement les conflits semblent défier l'imagination. Près de la moitié des pays africains sont affectés par des conflits. Sur les 54 opérations de maintien de la paix créées par l'ONU depuis 50 ans, 19 ont été déployées en Afrique. En fait, cette statistique cache une réalité plus complexe. Depuis 10 ans, l'ONU, mais aussi des organisations régionales et sous-régionales, ont dé-

ployé sur le continent une vingtaine d'opérations de paix qui n'ont pas toujours été couronnées de succès, comme en font foi les 25 ans de guerre civile en Angola, la déstabilisation de la région des Grands Lacs, la poursuite des hostilités en Somalie et dans plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest.

Devant le quasi-échec des interventions de la communauté internationale, l'ONU étudie sérieusement la possibilité de permettre aux institutions régionales, comme la future Union africaine (qui va remplacer l'OUA), ou sous-régionales, comme la CEDEAO (Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest), d'oeuvrer efficacement au maintien de la paix. Il s'agit là d'une idée clé de l'Initiative africaine. L'ONU travaille sur quatre thèmes : la prévention, la consolidation de la paix, les arrangements régionaux et, enfin, le renforcement des capacités africaines en maintien de la paix.

Dans ces domaines, le Canada ne manque pas d'expérience, de moyens et d'idées.

Il reste maintenant à voir si le G8 livrera la marchandise ou se contentera de voeux pieux. Et si le Canada saura être à la hauteur. Les idées les plus belles et les diplomates les plus brillants ne remplaceront jamais les ressources — militaires, intellectuelles et financières — dont a besoin le plan d'action pour décoller, mais que le Canada a laissé se dégrader ou a négligé d'augmenter au cours de la dernière décennie. Il faudra être concret et généreux.

Depuis 10 ans, l'ONU a déployé sur le continent des opérations de paix qui n'ont pas toujours été couronnées de succès.

Les opiacées contre la douleur : des choix difficiles

d'après USA Today

HOPE PROPER, épouse, mère, photographe et activiste communautaire a disparu à la fin des années 80. À sa place est apparue Hope Proper, femme en douleur.

Des nerfs endommagés, suite d'une vieille blessure, lui faisaient subir une douleur atroce continuellement. « Ça devient votre vie », affirme M^{me} Proper, 58 ans, de Moorestown (New Jersey). « Vous n'êtes plus vous-même. Vous êtes la douleur. »

Aujourd'hui, Hope Proper a récupéré certaines de ces identités antérieures et en a même ajouté de nouvelles. Conservatrice de musée, par exemple. Et consommatrice de méthadone depuis 1999.

Elle se considère chanceuse d'avoir pu trouver un médecin qui n'avait pas peur de lui prescrire ce qu'il fallait pour calmer sa douleur.

Les médecins sont souvent réticents à faire l'essai d'opiacées — méthadone, morphine ou autres analgésiques narcotiques — pour les patients avec des douleurs chroniques non cancéreuses. Ils craignent de créer une dépendance et de subir des sanctions professionnelles ou pénales. Même quand un médecin accepte de traiter la douleur chronique avec des opiacées, ils hésitent à prescrire un nombre suffisant de pilules. « Nous nous méfions des patients qui se disent en douleur sans qu'il y ait hémorragie, ou sans qu'ils soient mourants », dit Sandra Johnson, professeure de droit de la santé et de déontologie à l'Université de St. Louis, au Missouri.

Pendant ce temps, aux États-

Unis et ailleurs, des millions d'adultes vivent avec une douleur qui les empêche de dormir, de travailler, de marcher ou d'apprécier la vie.

La situation est devenue plus complexe au cours des derniers mois à la suite de reportages sur l'usage abusif d'OxyContin, l'opiacée la plus vendue aux États-Unis. OxyContin est une version à libération modifiée de l'oxycodone, l'opiacée utilisée dans les produits Percocet et Percodan.

Avalé entier, tel que prescrit, un cachet d'OxyContin libère de l'oxycodone sur une période de 12 heures. Mais en le mâchant, ou en le réduisant en miettes pour l'absorber par le nez ou par injection, le cachet libère sa dose sans délai, donnant une euphorie immédiate.

Cette découverte, combinée à des ordonnances sans scrupule, a provoqué une vague de achats illégaux et de vols de pharmacies. On rapporte que des femmes au foyer et des grand-mères sont devenues toxicomanes. Les spécialistes de la douleur craignent qu'un ressac pourrait aboutir à l'imposition de limitations plus sévères sur les opiacées.

Environ 9% des adultes souffrent de douleurs, modérées ou aiguës, causées par des blessures au dos, l'arthrite et autres pathologies non cancéreuses, selon l'American Pain Society. À l'instar de M^{me} Proper, les deux tiers endurent leur douleur depuis plus de cinq ans. « Le problème de santé publique créé par l'emploi abusif d'opiacées d'ordonnance est minuscule, comparé à la douleur constante non traitée », affirmait l'American Aca-

demy of Pain Medicine à son congrès annuel de 2001.

L'effet des opiacées

Les opiacées bloquent la transmission de messages de douleur au cerveau en s'attachant à des protéines spéciales dans le cerveau, la colonne vertébrale et dans le tractus gastro-intestinal. Certaines, comme la morphine, sont dérivées de l'opium tandis que d'autres, telle la méthadone, sont d'origine synthétique.

D'une certaine manière, les opiacées comportent moins de risques que les médicaments anti-inflammatoires non stéroïdiens (AINS), affirme James Campbell, directeur du programme Blaustein de traitement de la douleur à l'hôpital Johns Hopkins, à Baltimore (Maryland). Des AINS tels que l'ibuprofène peuvent endommager le foie, mais pas les opiacées. Ces dernières peuvent toutefois causer la nausée ou la constipation.

Toutefois, à cause des possibilités d'abus, les opiacées tombent sous la juridiction de la U.S. Drug Enforcement Administration. M^{me} Proper comprend pourquoi les gens pourraient associer opiacées et toxicomanes. Elle l'a fait elle-même. Dans ses plus profondes douleurs, elle craignait toujours les opiacées. Pendant des années, elle a tout essayé, sauf les opiacées.

« Comme tout le monde, j'ai cru que je développerais une dépendance », dit-elle. Pendant quelques années, pour minimiser ses chances de devenir toxicomane, elle n'avait un cachet de Dilaudid (sa première opiacée) que lorsque la douleur devenait insupportable.

Proper est mieux renseignée maintenant, mais les conceptions erronées de la société continuent de la poursuivre. Quand elle a formulé une demande d'assurance de soins prolongés, récemment, elle a essuyé un refus. « Ce n'était pas le caractère chronique de la douleur qui les perturbait, c'étaient les opiacées. À cause des médicaments, je suis (selon la compagnie) diminuée sur les plans cognitif et fonctionnel », déclare M^{me} Proper.

Elle a entrepris une action en justice, produisant en preuve de nombreux articles de journaux scientifiques. Elle a convaincu la compagnie d'assurance qu'elle ne vivait pas dans un espèce de brouillard à cause de la méthadone, et réussi à faire renverser la décision. « C'est un petit pas pour nous », dit-elle.

Les utilisateurs à long terme d'opiacées développent une tolérance aux effets sédatifs du médicament, explique James Campbell. Leur cerveau reste clair parce que la douleur est enrayée.

Quand un spécialiste a proposé des opiacées pour des douleurs résultant de chirurgies abdominales en 1993, l'idée évoqua chez Diane Keybida des images de toxicomanes sans abri. Elle pensait ne jamais pouvoir retourner à son travail d'hygiéniste dentaire. Seulement après plusieurs séances avec un psychologue a-t-elle accepté d'essayer le médicament. « Je me suis rendue compte que si je tenais à une qualité de vie, je devais avaler ces pilules », affirme cette femme de 47 ans de Califon (New Jersey).

Avant de consommer des opiacées, Keybida avait peine à mar-

cher. Quant à récolter le foin et réparer des équipements lourds comme elle le faisait auparavant sur sa petite ferme familiale, il n'en était pas question. Elle avait organisé sa vie comme si elle ne pourrait, dorénavant, que descendre une fois par jour l'escalier de l'étage au rez-de-chaussée.

Depuis quatre ans, Keybida avale trois pilules de morphine à libération graduelle tous les jours, et parfois une dose d'urgence si la douleur devient trop aiguë. Elle n'a pu reprendre ses tâches à la ferme, mais est retournée à son poste d'hygiéniste dentaire au cabinet de dentiste de son époux.

« Même les médecins qui se spécialisent dans le traitement de la douleur ont les mêmes conceptions erronées au sujet des opiacées », affirme Russell Portenoy, le médecin de M^{mes} Keybida et de Proper. Les médecins qui suivent son programme de formation au centre médical Beth Israel, à New York, vont de révélation en révélation.

Le premier choc, dit-elle, c'est la taille de l'ordonnance. Pour des patients en situation de douleur chronique, un médecin aura tendance à prescrire 200 pilules, et parfois davantage.

Par ailleurs, les médecins ne comprennent pas la différence entre toxicomanie et dépendance physique, affirme le D^rPortenoy. La plupart des patients qui consomment une opiacée pour quelques jours ou plus deviennent dépendants. S'ils étaient sevrés, ils auraient des symptômes de retrait, mais pas violents comme au cinéma. Au fil des ans, seuls quelques-uns de ses patients ont fait un emploi abusif d'opiacées. Il a annulé leur ordonnance.

Burnt Church: rien n'a changé

Presse Canadienne

BURNT CHURCH — Le ministère des Pêches et Océans du Canada espère réaliser une percée à l'occasion des prochaines négociations avec les pêcheurs micmacs de la baie de Miramichi, au Nouveau-Brunswick.

L'impasse dans ces négociations persiste depuis trois ans.

Toutefois, peu de signes laissent croire à une amélioration de la situation, alors que les pêcheurs autochtones de la réserve de Burnt Church se préparaient, hier, à débiter leur pêche aux homards — qui est illégale selon la réglementation fédérale.

« Rien n'a changé, a souligné Leo Bartibogue, candidat défait au titre de chef lors des récentes élections dans la réserve. Nous ne faisons pas cela uniquement pour notre peuple, nous le faisons pour toutes les Premières nations du pays.

« Ce n'est pas parce que nous voulons le faire, nous y sommes obligés parce que notre survie en dépend. Il faut que nous puissions vivre de nos ressources, comme vous (les blancs) avez vécu de nos ressources pendant des années. »

Le conflit s'est cependant atténué, cette semaine, avant le début de la saison de la pêche amérindienne. Les deux parties voulaient en effet attendre les résultats des élections du Conseil de bande avant de faire connaître leur position dans ce conflit.

Wilbur Dedam a finalement été réélu chef de la réserve. C'est un partisan de la décision du Conseil de bande de pêcher selon son propre plan directeur. « Nous tentons seulement d'exercer nos droits », avait-il déclaré lors des émeutes survenues l'an dernier.

Personne ne souhaite une répétition des événements d'alors, lorsque des inspecteurs du ministère armés de matraques avaient affronté des Amériindiens qui leur lançaient des pierres.

« Nous espérons un déblocage, a mentionné un porte-parole du ministère, Bob Allain. Une fois que le nouveau conseil aura été assermenté, on peut espérer qu'une des premières choses qu'il fera sera de nous rencontrer. »

Des progrès ont été réalisés au cours de la dernière année lors des rencontres à huis clos entre des membres du conseil et des représentants du ministère.

M. Allain a indiqué que le ministère avait adopté une nouvelle approche dans ce dossier. « Nous avons réfléchi sur de nouvelles idées et de nouveaux concepts à cause des particularités de Burnt Church », a-t-il déclaré.

2073041

MARCHÉ CONCLU

Du lundi
au samedi
dans
La Presse



ÉCONOMIE